

Rapport financier semestriel 2017



TABLE DES MATIERES

- Attestation de la personne responsable page 4

- Rapport de gestion du premier semestre 2017 page 8

- Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 page 66

- Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017 page 100



ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 1^{er} août 2017

Le Président-directeur Général

Philippe Wahl

RAPPORT DE GESTION DU PREMIER SEMESTRE 2017

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS	13
1.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	13
1.2	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE.....	16
1.3	DEVELOPPEMENTS, PARTENARIATS ET ACQUISITIONS	18
1.3.1	Services-Courrier-Colis	18
1.3.2	GeoPost	19
1.3.3	La Banque Postale.....	20
1.3.4	Le Réseau La Poste	21
1.3.5	La Poste Mobile.....	22
1.3.6	Le Numérique.....	22
1.3.7	L'immobilier	23
1.4	ENGAGEMENT DU GROUPE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RESPONSABLE	23
1.4.1	La Poste récompensée pour son engagement sociétal.....	23
1.4.2	Transition énergétique et logistique urbaine :	24
1.4.3	Exemplarité en matière d'inclusion numérique	24
1.4.4	Développement de l'attractivité des territoires.....	24
1.5	LA POSTE, UN EMPLOYEUR RESPONSABLE.....	25
1.5.1	Dialogue social	25
1.5.2	Formation et évolution professionnelle.....	25
1.5.3	Santé et qualité de vie au travail	26
2.	SYNTHESE DES RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE LA POSTE	27
2.1	PRODUITS OPERATIONNELS	28
2.2	RESULTAT D'EXPLOITATION	30
2.3	RESULTAT FINANCIER	31
2.4	RESULTAT NET.....	32
2.5	FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE ET VARIATION DE LA DETTE NETTE	32
2.6	RATIOS FINANCIERS	32
3.	RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	33
3.1	SYNTHESE DES RESULTATS OPERATIONNELS PAR SECTEUR D'ACTIVITE	33
3.2	SERVICES—COURRIER—COLIS.....	34
3.2.1	Activité Services et Courrier	35
3.2.2	Activité Colis	36
3.2.3	Résultat d'exploitation	37
3.3	GEOPOST	37
3.3.1	Poursuite du développement accéléré des ventes.....	37

3.3.2	Résultat d'exploitation	39
3.4	LA BANQUE POSTALE	39
3.4.1	Environnement économique et financier	39
3.4.2	Activités commerciales	40
3.4.3	Performance opérationnelle	42
3.4.4	Structure financière	44
3.5	LE RESEAU LA POSTE	45
3.5.1	Réseau La Poste	45
3.5.2	La Poste Mobile	47
3.6	NUMERIQUE	47
3.6.1	Chiffre d'affaires	48
3.6.2	Résultat d'exploitation	49
3.7	AUTRES SECTEURS	49
3.7.1	L'Immobilier	49
3.7.2	Supports et structures	50
3.7.3	Charges non affectées	50
4.	AUTRES AGREGATS-CLES DU COMPTE DE RESULTAT	51
4.1	RESULTAT FINANCIER	51
4.2	RESULTAT NET PART DU GROUPE	52
5.	ENDETTEMENT ET SOLIDITE FINANCIERE	53
5.1	VARIATION DE LA DETTE NETTE	54
5.1.1	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	54
5.1.2	Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque	55
5.1.3	Indicateur de Santé Economique	58
5.1.4	Variation de la dette nette	58
5.2	VARIATION DE TRESORERIE	60
5.3	DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	61
5.3.1	Endettement brut	61
5.3.2	Endettement net	62
5.4	CAPITAUX PROPRES ET STRUCTURE FINANCIERE	63
5.5	NOTATION FINANCIERE	63
6.	PERSPECTIVES ET EVENEMENTS POST CLOTURE	65
6.1	PERSPECTIVES	65
6.2	EVENEMENTS POST CLOTURE	65

NB 1 : Les données financières figurant dans ce document sont issues des comptes consolidés du Groupe établis selon les normes IFRS.

NB 2 : Les valeurs figurant dans les tableaux sont généralement exprimées en millions d'euros. Le jeu des arrondis peut dans certains cas conduire à de légers écarts dans les totaux ou les variations.

1. Faits marquants

1.1 Environnement économique et financier

Compte tenu de son positionnement sur des activités de services, le Groupe est influencé dans ses différents métiers par la conjoncture économique et par l'évolution du coût du travail, notamment en France. Les cours du pétrole et les taux de change, vis-à-vis du dollar US et de la livre notamment, sont également importants pour les activités logistiques et internationales du Groupe (forte présence de GeoPost au Royaume-Uni). Enfin, le Groupe est sensible pour ses activités bancaires à l'évolution des taux d'intérêt et dans une moindre mesure à celle des marchés financiers.

Accélération de la croissance mondiale

Depuis la mi-2016, la croissance mondiale s'est accélérée. Située autour de 3 % l'an depuis 2012, elle s'est rapprochée au 1^{er} semestre 2017 de sa moyenne de long terme (3,5 % depuis le début des années 1990). Le renforcement de l'activité dans la zone euro y a significativement contribué (voir ci-dessous). De son côté, l'économie américaine a conservé une croissance honorable, même si elle a déçu au 1^{er} trimestre (phénomène qui semble récurrent ces dernières années) avant de rebondir au printemps. A travers ces fluctuations, elle s'est maintenue autour de 2 % l'an, une performance certes en retrait par rapport au rythme d'avant-crise mais légèrement supérieure à ce que l'on estime être désormais son potentiel de long terme. Bien que le taux de chômage soit tombé très bas (un peu au-dessus de 4 %), les salaires n'ont pas vraiment accéléré, ce qui a permis à la Réserve Fédérale de poursuivre la normalisation très graduelle de sa politique monétaire. Par ailleurs, le programme de baisse des impôts et d'investissements dans les infrastructures qu'avait promis Donald Trump durant sa campagne est resté en discussion au 1^{er} semestre, notamment avec le Congrès. En tout état de cause, son ampleur sera sans doute sensiblement plus faible qu'attendu initialement et son impact ne se fera sentir qu'en 2018. En Chine, les autorités ont modéré leurs soutiens monétaires et budgétaires, très actifs en 2016, et la croissance a montré des signes de ralentissement au printemps, après s'être bien raffermie l'an dernier. Par ailleurs, la Russie est sortie d'une sévère récession suite à la remontée du prix du pétrole en 2016. Le Brésil a également renoué avec la croissance début 2017 grâce à des récoltes abondantes mais le pays est resté fragilisé par une situation politique instable. De son côté, l'Inde a souffert fin 2016 de la suppression des grosses coupures afin de lutter contre la corruption mais cet effet négatif s'est estompé au 1^{er} semestre 2017. Enfin, l'environnement économique mondial assez porteur a bénéficié au Japon, où le PIB a continué de progresser début 2017. Cependant, l'inflation est restée très basse, préoccupation majeure de la Banque du Japon.

Consolidation de la reprise en zone euro

La croissance de la zone euro s'est renforcée début 2017. Si la consommation des ménages a pâti au 1^{er} trimestre du rebond du prix du pétrole fin 2016, les exportations se sont bien tenues ainsi que l'investissement. Le dynamisme des créations d'emplois a fait reculer le chômage dans à peu près tous les pays. La dispersion des taux de chômage est restée forte, entre par exemple l'Espagne, où il dépasse encore 17 % après trois années de forte croissance du PIB, et l'Allemagne, quasiment au plein emploi. En dehors de la zone euro, la croissance de la Pologne, qui avait décéléré l'an dernier, s'est reprise au 1^{er} semestre 2017 (+4 % sur un an), tirée notamment par la consommation.

Au Royaume-Uni, l'économie avait semblé bien résister au 2nd semestre 2016 à la décision de quitter l'Union européenne. Cependant, les signes de modération de l'activité se sont multipliés (la croissance du PIB n'a été que de 0,7 % au taux annuel au 1^{er} trimestre), alors que l'inflation a accéléré (près de 3 % sur un an en mai), sous l'effet de la dépréciation de la livre.

La reprise s'accroît en France

Dans le sillage de l'amélioration des enquêtes de conjoncture, la croissance de l'économie française s'est renforcée au 1^{er} semestre 2017, atteignant un rythme proche de 2 % l'an. Si la consommation des ménages a freiné au 1^{er} trimestre suite au renchérissement du pétrole, l'investissement des entreprises est resté dynamique, dopé en début d'année par la prolongation de la mesure de suramortissement fiscal. Les exportations ont connu une évolution un peu chaotique (pénalisées au 1^{er} trimestre par la faiblesse des livraisons aéronautiques mais bénéficiant ensuite d'un rattrapage et de la livraison d'un paquebot géant). L'économie française s'est signalée par un net rebond du marché immobilier, tant dans le neuf que dans l'ancien, principalement sous l'effet de taux d'intérêt très bas et sans doute en raison d'une anticipation de leur remontée future. Signe d'un plus grand dynamisme économique et bénéficiant de mesures spécifiques (allègement du coût du travail, aide à l'embauche pour les PME), les créations nettes d'emplois ont été particulièrement vigoureuses (284 000 sur un an au 1^{er} trimestre), ce qui a permis de mordre sur le chômage.

Ralentissement de l'inflation après un pic début 2017

Le prix du pétrole avait sensiblement augmenté fin 2016 après la signature d'un accord entre les pays de l'Opep et d'autres grands producteurs dont la Russie pour réduire leur production. Toutefois, il a plafonné au 1^{er} trimestre puis rebaisé au 2^{ème}, l'offre américaine de brut étant répartie à la hausse.

En conséquence, après avoir touché 2 % en février, la variation des prix à la consommation dans la zone euro est revenue à 1,3 % en juin (0,7 % en France). L'inflation sous-jacente (excluant l'énergie et l'alimentation) est encore très basse en France (0,5 %) et faible dans la zone euro (1,2 %). Hors choc haussier sur les prix de l'énergie, l'absence d'accélération des salaires ne peut que se traduire par une inflation très contenue.

Volatilité et érosion des taux d'intérêt ; forte hausse des bourses

La fin de l'année 2016 avait été marquée par une hausse des taux d'intérêt à moyen-long terme aux Etats-Unis et, dans une moindre mesure, dans la zone euro. En effet, un surcroît d'inflation était alors attendu de la remontée du prix du pétrole. En outre, les investisseurs attendaient davantage de croissance et d'inflation du programme de relance promis par Donald Trump. Ces anticipations ont été contrariées par le plafonnement puis la rechute du cours du baril ainsi que par

les difficultés de l'administration du nouveau président à mettre en place son programme. La remontée des taux a donc tourné court et, aux Etats-Unis, fait place à un fléchissement au 2^{ème} trimestre. Par ailleurs, les taux d'intérêt à moyen-long terme dans la zone euro ont connu au 1^{er} semestre une certaine volatilité due à des risques politiques élevés : élections néerlandaises et françaises très disputées, aux enjeux nationaux et européens importants ; situation politique toujours confuse en Italie, confrontée par ailleurs aux grandes difficultés d'une partie de ses banques. Une prime de risque a ainsi rehaussé les taux des emprunts du Trésor français jusqu'à fin avril, accroissant notamment l'écart de taux entre l'OAT 10 ans et le Bund allemand. Puis la victoire d'Emmanuel Macron aux élections présidentielles a rassuré les investisseurs et la prime de risque s'est résorbée. Au total, le taux des emprunts du Trésor à 10 ans américain a perdu environ 13 points de base durant le 1^{er} semestre. Le rendement du Bund allemand a quant à lui oscillé (0,28% en juin, à peine en dessous de son niveau de décembre 2016). De son côté, après avoir touché un point haut à 1,15 % début février quand la prime de risque était à son maximum, le taux de l'OAT 10 ans est redescendu à 0,65 % en juin, retrouvant quasiment son niveau de décembre 2016 (0,66 %).

En revanche, les taux d'intérêt interbancaires dans la zone euro n'ont pratiquement pas varié sur le semestre et sont restés négatifs du fait de la politique monétaire menée par la BCE, qui a maintenu à -0,4 % son taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales, le véritable taux directeur pour la zone euro actuellement. L'Eonia s'est stabilisé à -0,36 % environ. De son côté, l'Euribor 3 mois a convergé vers -0,33 %.

Aux Etats-Unis et dans la zone euro, les places boursières ont vivement progressé au 1^{er} semestre, portées par la croissance des résultats des sociétés cotées dans le contexte d'une conjoncture économique mondiale favorable. Les grands indices boursiers américains ont volé de record en record, portés en début d'année par l'optimisme suscité chez les investisseurs par les promesses de Donald Trump (dont la baisse des impôts des entreprises). Dans la zone euro, la dissipation d'une partie des risques politiques, suite aux scrutins néerlandais et français, a également contribué à la hausse des cours, avec notamment un bond du CAC 40 fin avril-début mai. Au total, le CAC 40 a progressé de 5,3% sur le semestre, à 5 121 points fin juin.

Baisse du dollar et de la livre sterling

Suite à l'élection de Donald Trump, la monnaie américaine avait fortement monté, en particulier face à l'euro (1,04\$/€ en décembre contre 1,11\$/€ début novembre). Le dollar est toutefois reparti à la baisse au premier semestre malgré les hausses du taux directeur de la Réserve fédérale. Les déclarations d'officiels américains (dont le Président lui-même), exprimant leur hostilité à un dollar trop fort, ont joué en partie. La modération persistante de l'inflation et des hausses de salaires a aussi fait douter que la banque centrale américaine puisse poursuivre la remontée de son taux directeur. A l'inverse, la devise européenne a bénéficié de l'amélioration de la situation économique dans la zone euro et de la diminution des risques politiques au 2^{ème} trimestre. La parité euro/dollar a en définitive retrouvé au cours du mois de juin son niveau d'avant l'élection de Donald Trump, à 1,12-1,13 \$/€.

La parité euro/livre a fluctué sans tendance nette entre 0,835 et 0,88 £/€, les opérateurs étant dans l'attente des négociations, commencées en juin, entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur les modalités du *Brexit*. La décision inattendue de Theresa May de procéder début juin à des élections législatives anticipées, dans le but de renforcer sa majorité au parlement, l'a brièvement renforcée. En effet, une large victoire des conservateurs paraissait acquise, ce qui aurait renforcé la position du gouvernement dans les négociations du *Brexit*. Cependant, à partir de la mi-mai, la

livre s'est affaibli à mesure que les sondages étaient de moins en moins favorables aux conservateurs. Les élections se sont soldées par une perte de la majorité absolue pour les conservateurs et une alliance forcée avec un parti d'Irlande du nord considéré comme extrême. Cet échec politique de T. May et les signes de ralentissement de la croissance britannique ont affaibli la livre. En juin, l'euro valait 0,88 £ contre 0,84 £ en décembre dernier.

1.2 Environnement réglementaire

Evolution de l'environnement bancaire

L'environnement bancaire a été marqué par :

- le Mandat de Mobilité Bancaire : inscrit dans la loi Macron, il oblige l'ensemble des banques françaises à faciliter la mobilité bancaire des clients particuliers en s'appuyant sur une infrastructure interbancaire dédiée. Les clients particuliers des banques peuvent désormais demander le transfert des domiciliations, des prélèvements ainsi que des virements récurrents sans démarche de recensement de leur part. Depuis le 6 février 2017, La Banque Postale propose gratuitement et sans conditions, le service « Services d'Accueil Plus » qui intègre les nouvelles dispositions du Mandat de Mobilité Bancaire avec des avantages étendus.
- la directive des services de paiement : l'Autorité Bancaire Européenne (EBA) a publié le 23 février 2017 le décret d'application¹ de la Directive de Services de Paiement (la DSP2) qui entrera en vigueur en 2018. Cette directive vise à réguler l'émergence de nouveaux acteurs financiers et à fiabiliser la sécurité de leurs échanges. Elle adapte le cadre réglementaire des services de paiement aux défis posés par l'apparition de services innovants, la croissance rapide des paiements électroniques et le rythme soutenu de l'innovation technique.

Evolution des tarifs

Des évolutions tarifaires nationales, outre-mer et internationales du courrier et du colis ont eu lieu le 1^{er} janvier 2017 suite à l'avis favorable de l'ARCEP rendu le 26 juillet 2016 (n°2016-0981). L'ensemble de ces évolutions respecte les dispositions tarifaires fixées par la décision n° 2014-0841 du 22 juillet 2014 de l'ARCEP, relatif à l'encadrement tarifaire pluriannuel pour la période 2015-2018.

Au 1^{er} janvier 2017, La Poste a augmenté les tarifs du courrier de 3,1 % en moyenne². La première tranche de poids de la Lettre verte passe de 0,70 € à 0,73 €, la Lettre prioritaire de 0,80 € à 0,85 €. Les tarifs des Colissimo pour les envois domestiques des particuliers jusqu'à 2kg resteront stables après une baisse significative en 2016 (les envois de moins de 2kg représentent 80 % des volumes de colis envoyés par le grand public). Concernant les entreprises, les tarifs de base du courrier publicitaire (marketing direct) restent inchangés pour la deuxième année consécutive afin de soutenir la compétitivité du média courrier et inciter à l'émergence de nouveaux usages. Les

¹ Publication des normes techniques de réglementation (RTS – Regulatory Technical Standards)

² 3,3 % sur l'ensemble des produits du service universel

produits de la gamme industrielle de courrier de gestion enregistrent une hausse moyenne de 1,9 % en 2017 soit la plus faible hausse tarifaire des 5 dernières années.

Péréquation tarifaire

Le 28 février 2017, la loi 2017-256 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique a été promulguée. L'article 45 de cette loi modifie l'article L.1 du code des postes et des communications électroniques (CPCE). La péréquation tarifaire s'étend désormais aux envois de correspondance à l'unité d'un poids inférieur à 100 grammes en provenance et à destination des collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Mayotte), de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin, des îles Wallis et Futuna et des Terres australes et antarctiques françaises. Jusqu'alors, la péréquation était limitée aux envois de correspondance à l'unité relevant de la première tranche de poids (jusqu'à 20 grammes). Au-delà, un sur-tarif était appliqué par tranches de 10 grammes.

Signature du contrat de présence postale territoriale 2017-2019

Le Groupe La Poste, l'Etat et l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité ont signé le 11 janvier 2017 le contrat de présence postale territoriale pour la période 2017-2019.

Ce quatrième contrat s'inscrit dans la continuité des contrats précédents qui ont permis de pérenniser les partenariats (agences postales et relais poste) et développer les nouvelles formes de mutualisation (maisons de service au public et facteur-guichetier en bureaux de poste), d'assurer la rénovation de plus de 4 000 bureaux de poste, et de favoriser le maintien d'une présence postale en milieu rural, dans les quartiers prioritaires en politique de la ville et dans les DOM.

Ce nouveau contrat fait le pari d'une accessibilité renforcée. Il se fixe pour principale finalité l'adaptation de la présence postale aux besoins diversifiés des territoires et des populations, en tenant compte des évolutions des usages et des technologies.

Le montant des ressources annuelles allouées par l'Etat, à travers le fonds de péréquation, augmente, passant de 170 millions d'euros à 174 millions d'euros par rapport au contrat précédent.

Etat des positions européennes sur le marché de la livraison transfrontière de colis

La commission a publié, le 25 mai 2016, une proposition de règlement relatif aux services de livraison transfrontière de colis pour améliorer la transparence des prix et renforcer le pouvoir des autorités réglementaires. Les travaux se poursuivent sur l'année 2017.

La Poste souscrit à la volonté de la Commission d'une meilleure connaissance du marché du colis transfrontalier et de ses acteurs ainsi que d'une meilleure information pour les consommateurs. Elle a cependant demandé à ce que le projet ne fasse pas peser des contraintes réglementaires supplémentaires sur les opérateurs de service universel qui risquent d'obérer leur compétitivité sur les marchés transfrontaliers où ils ne sont pas, en général, en position dominante. La publication du texte final est attendue courant 2018.

1.3 Développements, partenariats et acquisitions

1.3.1 Services-Courrier-Colis

1.3.1.1 *Signature d'un accord sur les conditions de travail et les métiers de facteurs et d'encadrants*

A l'issue de négociations avec les principaux partenaires sociaux, un accord sur les conditions de travail et les métiers des facteurs et leurs encadrants a été signé en début d'année 2017. Il prévoit le recrutement de 3 000 facteurs en contrat à durée indéterminée sur l'ensemble du territoire national. Cet accord historique accompagne l'évolution du métier de facteur au moment où son activité change et se diversifie, en particulier avec l'émergence de nouveaux services. Ainsi le métier de facteur constitue un métier d'avenir : métier relationnel, polyvalent, connecté et qualifié.

1.3.1.2 *Prise de participation dans Asten Santé, acteur du secteur de la prestation de santé à domicile*

La Poste a acquis en juin 2017, une participation de 51% dans le capital d'Asten Santé, avec pour objectif de compléter son offre de services dans le domaine de la santé à domicile.

Asten Santé emploie 750 personnes et intervient auprès de 60 000 patients. Son offre vise à installer, assurer la maintenance et conseiller sur la bonne utilisation de dispositifs médicaux à domicile dans le cadre de traitement de maladies chroniques. Implanté dans 41 départements, cette société créée en 2013 par des associations en lien avec le monde hospitalier a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 83,2 millions d'euros.

1.3.1.3 *Signature d'un partenariat avec Adessadomicile pour le développement de services d'aide à domicile*

La Poste et Adessadomicile (fédération de près de 25 000 salariés représentant plus de 700 services d'aide, d'accompagnement et de soins à domicile à but non lucratif) ont signé en avril un partenariat pour mutualiser leurs efforts en faveur des services de proximité dans les territoires. Ce partenariat s'inscrit dans le programme «Alliance Dynamique» de La Poste qui rassemble les structures de l'économie sociale et solidaire. Les deux partenaires entendent promouvoir une réflexion collective sur l'impact du digital dans ce secteur.

1.3.1.4 *Nouvelle offre Veiller sur mes parents*

L'offre «Veiller sur mes parents» accessible en ligne et via les facteurs depuis octobre 2016, est disponible depuis mai 2017 dans l'ensemble des bureaux de poste de France métropolitaine. Cette offre se compose d'un service de visites à domicile effectuées par le facteur et de téléassistance. A fin juin, 1128 contrats ont été créés.

1.3.1.5 *Nouvelle offre Action habitat*

La Poste a lancé en janvier 2017 une nouvelle offre, « Action Habitat », dont le but est d'aider les collectivités locales à déployer leur politique de rénovation énergétique des logements. Cette offre s'inscrit dans le cadre de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui prévoit que 500 000 logements devront être rénovés chaque année à partir de 2017.

La nouvelle offre proposée par La Poste permet d'accompagner les collectivités dans leurs actions auprès des particuliers : ciblage des logements prioritaires, sensibilisation des propriétaires aux enjeux de la rénovation énergétique, diagnostic énergétique au domicile des particuliers et accompagnement des particuliers qui souhaitent réaliser des travaux.

La Poste enrichit ainsi sa gamme en matière de transition énergétique qui comprend déjà le recyclage et l'écomobilité.

1.3.2 GeoPost

GeoPost, numéro 2 du marché du colis-express en Europe via son réseau DPD Groupe, poursuit sa stratégie de croissance externe.

1.3.2.1 *Position renforcée en Russie*

Déjà présent en Russie par l'intermédiaire de DPD Russie, sa filiale détenue à 100 %, GeoPost renforce son positionnement : par apport de DPD Russie à une joint-venture dans laquelle GeoPost est majoritaire (à hauteur de 71,2 %), le solde étant détenu par les actionnaires de l'opérateur logistique russe, SPSR Express, qui y a apporté de son côté ses activités. Cette opération a reçu l'approbation de l'autorité russe de la concurrence le 22 février 2017.

SPSR Express couvre l'ensemble du territoire russe grâce à son réseau domestique composé de 9 hubs, 15 centres de tris et 200 agences. Au 31 décembre 2016, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 92 millions d'euros et livré 13,6 millions de colis.

L'opération place la co-entreprise, DPD-SPSR créée au rang de leader des opérateurs russes du marché de l'express avec une infrastructure nationale et des compétences inégalées dans les segments B2B et B2C du marché de la logistique.

1.3.2.2 *Implantation en Amérique du Sud*

Consolidé depuis 2017, Jadlog, numéro 2 du marché de colis-express au Brésil (acquis fin décembre 2016) couvre l'ensemble du territoire brésilien via un réseau routier et aérien de premier plan et plus de 500 franchisés. Au 31 décembre 2016, Jadlog a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 110 millions d'euros et livré plus de 7 millions de colis.

1.3.2.3 *Prise de participation dans BRT, positionné sur le marché de la livraison express en Italie*

Le 16 janvier 2017, GeoPost s'est porté acquéreur de 37,5 % du capital de BRT, leader du marché de la livraison express en Italie. BRT est à la tête d'un réseau de 180 dépôts sur l'ensemble du territoire italien et assure la livraison de plus 650 000 colis chaque jour. Au 31 décembre 2016, BRT a réalisé un chiffre d'affaires de 1 270 millions d'euros.

1.3.2.4 **Prise de contrôle de Stuart, une plateforme de livraison urbaine**

GeoPost a porté sa participation dans la société Stuart à 100% (déjà actionnaire à hauteur de 22 % depuis 2015) afin d'accélérer la croissance de la société française spécialisée dans la livraison urbaine.

Stuart est une plateforme qui connecte des commerces à une flotte de coursiers indépendants via des processus automatisés (dispatch automatique, géolocalisation de coursiers en temps réel, intégration API avec tous types de commerçants). Stuart compte aujourd'hui environ 100 collaborateurs dans trois pays (France, Espagne, Royaume-Uni) et cinq villes en Europe (Paris, Barcelone, Londres, Lyon et Madrid).

Avec Stuart, GeoPost entend relever le défi du dernier kilomètre livré à la demande dans les grandes métropoles.

1.3.2.5 **Acquisition de nouvelles franchises Seur**

Déjà présent dans bon nombre de villes d'Espagne, le réseau poursuit sa croissance en intégrant en mai 2017, 3 franchises à Vigo et à La Corogne situées dans la région de La Galice et à Eibar dans la province de Guipuzcoa. La franchise du nord du Portugal, deuxième et dernière du réseau dans ce pays, a également été intégrée en mars, renforçant la présence de GeoPost.

1.3.3 **La Banque Postale**

1.3.3.1 **Acquisition de KissKissBankBank, plateforme de financement participatif**

La Banque Postale a annoncé le 28 juin l'acquisition de 100 % du capital de KissKissBankBank & Co, un des leaders du financement participatif en Europe, qui regroupe les marques KissKissBankBank, Hellomerci et Lendopolis. Partenaire de longue date de KissKissBankBank, La Banque Postale s'est engagée en faveur de l'économie collaborative et accélère maintenant ce soutien. Ce rapprochement, fidèle aux valeurs citoyennes de La Banque Postale, s'inscrit dans sa volonté de soutien de l'économie réelle ainsi que dans sa stratégie de digitalisation. Il permet à La Banque Postale d'élargir son offre digitalisée pour répondre aux nouveaux usages bancaires. KissKissBankBank & Co, dont la communauté atteint près de 1,3 million de membres, a permis de financer depuis sa création plus de 27 000 projets. La finalisation de l'opération est intervenue le 19 juillet 2017.

1.3.3.2 **Lancement de Talk to pay, une solution de paiement à distance authentifiée par reconnaissance vocale**

La Banque Postale est la première banque française à lancer un dispositif d'authentification par biométrie vocale pour les paiements à distance. Innovation majeure issue de cinq années de recherche et développement, Talk to Pay est accessible depuis juin 2017 à tous les détenteurs de carte de paiement de La Banque Postale. En utilisant la voix comme mot de passe, ce service facilite et sécurise les achats sur internet. Un cryptogramme aléatoire est généré pour chaque achat réalisé à distance, renforçant la sécurité de ces paiements. Talk To Pay est disponible via le portefeuille électronique «mes paiements» qui regroupe les autres solutions de paiements à distance proposées par La Banque Postale (Paylib, 3DSecure).

1.3.3.3 **Acquisition de Domiserve dans le marché des titres CESU préfinancés**

En mars 2017, La Banque Postale a acquis 100 % du capital de la société Domiserve, spécialisée dans l'émission de titres CESU (chèque emploi service universel) préfinancés et les prestations de services à la personne. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de La Banque Postale visant à accompagner les évolutions sociétales et la Silver Economie (secteur stratégique pour le Groupe la Poste) et enrichir sa gamme de moyens de paiement. En 2016, Domiserve a réalisé un chiffre d'affaires de 6,9 millions d'euros.

1.3.3.4 **Lancement d'une banque 100 % digitale**

La Banque Postale prépare activement le lancement de sa future banque 100 % digitale, prévue fin 2018, après obtention de l'agrément auprès de la Banque Centrale Européenne. Cette banque ouverte à tous, sera simple, utile, proche, transparente et responsable conformément aux valeurs du Groupe. Ce projet s'inscrit pleinement dans la trajectoire de la transformation numérique du Groupe La Poste.

1.3.3.5 **Lancement du plan d'inclusion bancaire par le numérique**

La Banque Postale «Banque et Citoyenne» réaffirme ses engagements en faveur de l'accessibilité bancaire par le numérique. Comme annoncé le 21 mars 2017, à l'occasion de la tenue des premières assises de la Banque Citoyenne au siège de l'établissement, ce projet, co-construit avec des référents de l'action sociale et des spécialistes du numérique est une première dans le domaine bancaire. Il s'adresse à tous les personnes en situation d'exclusion ou de précarité numérique et se déploiera sur l'ensemble du territoire et via l'ensemble des canaux.

1.3.4 **Le Réseau La Poste**

1.3.4.1 **Transformation du Réseau**

La Poste poursuit la transformation de son réseau avec :

- l'ouverture de nouveaux «La Poste Relais : ils assurent les prestations Courrier/Colis. En zone rurale, certains assurent des dépannages financiers. Au premier semestre, 148 «La Poste Relais» ont été créés (25 en rural et 123 en zone urbaine). Ces structures, plus légères, sont équipées de services numériques, installés dans des lieux de passage importants (gares, commerces...) et proposent des horaires plus larges afin de répondre au mieux aux besoins des citoyens.
- le déploiement de facteurs-guichetiers : ils réalisent la distribution du courrier et les services de proximité le matin avant d'assurer la tenue du guichet l'après-midi. Cette nouvelle organisation permet de garantir la pérennité du réseau en zone rurale ou péri-urbaine. Ainsi, 640 facteurs-guichetiers sont en activité à fin juin 2017 avec un objectif de 1 000 d'ici fin 2017.

1.3.4.2 *Poursuite de l'adaptation du Réseau afin de porter les offres du Groupe*

La Poste met en œuvre une organisation régionale pour répondre aux enjeux stratégiques à savoir la satisfaction client, l'engagement des collaborateurs et le développement commercial.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2017, de nouvelles fonctions sont créées pour développer les activités Courrier Colis et nouveaux services dans le Réseau et impulser une dynamique commerciale forte notamment sur l'offre pros avec l'accueil et l'amélioration du parcours des pros dans les espaces de vente : 190 conseillers pros installés fin juin (pour un objectif de 200 en 2017).

1.3.5 La Poste Mobile

1.3.5.1 *Diversification de l'offre*

La Poste Mobile a procédé :

- à la refonte de la gamme de ses forfaits téléphoniques et à l'élargissement de son offre (Très Haut Débit : 2P et 3P et ADSL Grand Public). En appui du développement de la filiale, les actionnaires ont souscrit à une augmentation de capital de 40 millions d'euros, soit pour le Groupe La Poste, à hauteur de sa participation de 51% ;
- au renforcement de sa force de vente via le recrutement de 100 vendeurs dédiés aux offres Grand Public déjà recrutés à fin juin (avec un objectif de 200 en fin 2017) ;
- à l'investissement dans de nouveaux territoires sur le plan géographique (La Réunion et Mayotte), au travers de canaux de vente alternatifs (web, call, bureaux de tabac) ou de nouvelles implantations (agences poste communales, La Poste Relais).

1.3.6 Le Numérique

1.3.6.1 *Prise de participation majoritaire dans Ametix, positionné dans le secteur de la transformation digitale*

Docapost, filiale du Groupe La Poste spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des administrations dans leur transformation numérique et mobile, a acquis en avril 2017, 70 % du capital d'Ametix, une entreprise spécialisée dans le secteur d'activité du conseil en systèmes et logiciels informatiques avec en parallèle une activité de conseil pour accompagner ses clients dans l'organisation RH et le recrutement.

Créé en 2011, Ametix compte 200 collaborateurs et un réseau de plus de 15 000 experts. Ametix a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 14 millions d'euros.

1.3.6.2 *Acquisition de Localeo, dans le secteur de la Gestion Relation Citoyen*

En mars 2017, le Groupe La Poste à travers sa filiale Docapost a acquis 100 % du capital de Localeo, entreprise spécialisée dans le déploiement de services numériques dans les collectivités locales. Avec près de 200 clients, la société édite des logiciels hébergés innovants qui contribuent à simplifier la vie des citoyens et à optimiser le fonctionnement des collectivités territoriales.

Après le rachat en 2016 de Docapost Fast et de Docapost Applicam, l'acquisition de Localeo, renforce le savoir-faire de Docapost dans l'accompagnement des collectivités territoriales dans leur transformation numérique. Au 31 décembre 2016, Localeo a réalisé un chiffre d'affaires d'un million d'euros.

1.3.7 L'immobilier

1.3.7.1 *Création d'Arkadéa, une société de promotion immobilière*

Après la signature d'un protocole d'accord en mars 2017, Icade et Poste Immo, filiale immobilière du Groupe La Poste ont finalisé en date du 4 juillet, la création d'Arkadéa, leur société de promotion immobilière commune.

Arkadea s'inscrit dans le prolongement du partenariat initié entre Icade et Poste Immo depuis 2009, qui avait déjà permis de réaliser plusieurs programmes immobiliers de grande qualité (Le Panoramic à Lyon Croix Rouse ...).

La nouvelle structure Arkadea, détenue à 50% par chacune des entités, est désormais effective et réalisera de façon autonome des opérations de promotion, sur l'ensemble du territoire national, tant résidentielles que tertiaires. Ces opérations seront développées à partir d'un socle commun et à parité de fonciers ou d'actifs. Arkadea aura également vocation à se développer par l'acquisition de foncier et la réalisation d'opérations d'aménagement.

1.4 Engagement du Groupe en faveur du développement responsable

La responsabilité sociétale du Groupe est au cœur du plan stratégique : « La Poste 2020 : Conquérir l'avenir ». Le Groupe a poursuivi ses actions pour réaliser les engagements pris envers ses parties prenantes particulièrement sur la transition énergétique, l'économie circulaire, l'inclusion numérique et l'attractivité territoriale.

1.4.1 La Poste récompensée pour son engagement sociétal

La Poste a été largement récompensée pour sa responsabilité sociétale en ce début d'année sur ses différents engagements et activité. Elle a reçu de nombreux prix et qualifications, au titre desquels et de façon non exhaustive :

- Le trophée 2017 des meilleures communications sur les progrès sur la mise en œuvre du pacte mondial catégorie Global advanced décerné par le Global Compact France³
- La Poste du Louvre a reçu la « Pierre d'Or »⁴ 2017 dans la catégorie « programmes »
- La Poste est médaille d'or du trophée des achats dans la catégorie donateurs d'ordre, achats durables et responsables, pour son vivier sur l'intérim d'insertion.

Droits humains

GeoPost, la filiale la plus internationale du Groupe, a signé avec le syndicat UNI Global Union un accord mondial sur les droits humains et la liberté d'association. Il s'applique à toutes les entreprises contrôlées par GeoPost.

³ Le global compact France est la division locale du Global Compact ds Nations Unies, Il encourage à intégrer la responsabilité au sein des organisations, de la stratégie aux opérations

⁴ Les Pierres d'Or est un événement reconnu récompensant chaque année les professionnels de l'immobilier dans chacune des catégories suivantes : investisseurs, promoteurs, conseils, asset, property, facility managers, utilisateurs, managers, programmes, développement durable, professionnel de l'année.

1.4.2 Transition énergétique et logistique urbaine :

Le Groupe La Poste, qui approvisionne l'ensemble de son parc immobilier⁵ en électricité d'origine renouvelable, s'engage dans le management de l'énergie permettant d'ancrer dans une démarche de progrès l'obligation de procéder à des audits énergétiques. Le but est de diminuer la consommation énergétique globale du Groupe tant sur les transports et les bâtiments que sur le numérique et de poursuivre l'évolution de son mix énergétique vers les énergies renouvelables. Pour aider les entités locales du Groupe à réaliser des projets permettant cette transition, La Banque Postale et la branche Services-Courrier-Colis ont constitué un fonds carbone interne grâce à un prix interne de la tonne (un prix interne de la tonne carbone permet d'accélérer la transition énergétique en finançant des projets locaux).

1.4.3 Exemplarité en matière d'inclusion numérique

La Charte dédiée à la Data se déploie dans le groupe, après l'intégration de la confidentialité des données dans le serment des postiers.

Par ailleurs, la Poste a renouvelé son partenariat avec Simplon pour la formation de facteurs ou de chargés de clientèle au métier de concepteur-développeur digital, donnant de nouvelles ressources à un secteur professionnel en forte demande.

1.4.4 Développement de l'attractivité des territoires

La Banque Postale avec WeSharebonds a lancé la collecte de son 2ème Fond Professionnel Spécialisé (FPS) intitulé « prêtons aux PME 2022 ».

⁵ A l'exception de quelques filiales

1.5 La Poste, un employeur responsable

1.5.1 Dialogue social

Après 5 accords signés en 2016, dont l'accord sur l'Insertion des jeunes et l'emploi des séniors sur 2016-2018, le début de l'année 2017 a été marqué par la conclusion de 5 accords :

- L'accord sur l'amélioration des conditions de travail et sur l'évolution des métiers de la distribution et des services des factrices/facteurs et de leurs encadrantes/encadrants de proximité, dit « accord Facteurs », signé le 7 février par CFDT, FO, CFTC et CGC ;
- L'accord relatif aux mesures salariales pour 2017, signé le 30 mars par CFDT, FO et la liste commune CFTC/CGC/UNSA ;
- Un nouvel accord triennal sur la politique du logement social à La Poste 2017-2019, signé le 30 mai 2017 par la CGT, CFDT, FO, la liste commune CFTC/CGC/UNSA et SUD ;
- Un accord relatif à la création du comité de dialogue social stratégique Groupe La Poste, signé le 21 juin 2017 par CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC. Cette future instance aura vocation à développer le dialogue social et à offrir aux organisations syndicales une meilleure connaissance de la situation économique, sociale et financière ainsi que de la stratégie du Groupe ;
- Un accord sur « l'avenir des métiers support » signé le 19 juillet 2017 par la CFDT et la liste commune CFTC/CGC/UNSA.

Par ailleurs 3 négociations se poursuivent :

- La négociation sur le dialogue social lui-même, ayant pour objectif de redéfinir les différents niveaux de concertation et de négociation et les périmètres et rôles des différentes instances de représentation du personnel à tous les niveaux de l'entreprise. Cet accord viendra remplacer l'accord sur le dialogue social à La Poste du 21 juin 2004 ;
- La négociation sur le droit syndical, ayant pour objectif, en lien avec l'accord précédent, de définir les droits et les moyens permettant aux représentants syndicaux d'exercer leur mandat et de conduire un dialogue social de qualité, de reconnaître le parcours syndical de leurs représentants et leur garantir, comme à tout postier, une évolution professionnelle dans l'entreprise ;
- La négociation sur l'évolution des régimes de protection complémentaire santé et prévoyance afin notamment d'assurer leur adaptation aux évolutions réglementaires.

1.5.2 Formation et évolution professionnelle

Les cinq grands programmes de formation continuent leur déploiement : formations cœur de métier, individuelles, numériques, parcours qualifiants, programme de développement managérial.

A noter, en ce début 2017, en matière de formation :

- Près de 24 000 parcours qualifiants ont été engagés à fin juin, le 25 000ème étant programmé pour l'été 2017. Le programme enregistre ainsi une légère avance sur son calendrier, qui prévoit 50 000 parcours sur 2015-2020.
- L'Institut du management (IM) a dispensé une formation à 3 922 managers supplémentaires sur les cinq premiers mois de 2017 (+ 15% comparé à la même période en 2016). L'IM continue de compléter son offre de nouveaux programmes et conférenciers, et a lancé un COOC « Connaissons notre Groupe » en mai.

- Le dispositif SIMPLON, formation en alternance de 9 mois pour des postiers qui souhaitent se reconvertir dans le codage informatique, connaît un vif succès : près de 600 candidats pour la seconde promotion (contre 290 en 2016), dont 50% de facteurs.

En matière d'évolution professionnelle :

- La bourse de l'emploi, qui avait doublé ses offres et ses candidatures en deux ans (2014-2016), continue sa progression. Au premier semestre 2017, la croissance est toutefois plus rapide pour les offres (+40 %) que pour les candidatures (+20 %).
- La mobilité externe, qui avait doublé entre 2015 et 2016, se maintient à son niveau au premier semestre 2017. Le nouveau dispositif de *l'Appui au projet personnel* connaît un vif succès, qui compense un léger ralentissement des mobilités vers les fonctions publiques.

1.5.3 Santé et qualité de vie au travail

Le Groupe poursuit les opérations de remise à niveau des locaux professionnels des postiers, avec 700 nouvelles opérations achevées au cours du premier semestre 2017, contre 1 100 opérations sur l'année 2016. 500 autres opérations sont en cours.

Le programme *Bien dans son Travail* fait, en ce début d'année 2017, l'objet d'un effort tout particulier de mise en œuvre. Son but est d'améliorer la santé et la qualité de vie au travail. Les premières actions sont concentrées sur la prévention de l'accidentologie, la réduction de l'absentéisme avec la démarche d'accompagnement des postiers en absence longue (démarche APALA : *avant/pendant/après l'absence*), et l'intégration des nouveaux arrivants.

Par ailleurs, en matière de droit à la déconnexion des collaborateurs, la 3^{ème} phase du projet a été lancée fin mai 2017, complétant les modalités pratiques mises en place en 2016 elle consiste en l'apparition d'une fenêtre de dialogue pour ceux qui souhaiteraient envoyer un message en dehors du temps de connexion de référence, avertissant l'auteur du message tout en lui laissant la liberté de l'envoyer en cas d'urgence exceptionnelle.

En 2016, La Poste comptait 5,84% de postiers bénéficiaires de l'obligation d'emploi ; une politique de maintien dans l'emploi a été mise en place via les Commissions de retour et de maintien dans l'emploi installées dans toute l'entreprise.

Au 30 mai 2017, La Poste comptait 1 801 télétravailleurs dans le cadre de l'accord signé en 2013.

2. Synthèse des résultats consolidés du Groupe La Poste

Les informations financières présentées sont issues des comptes consolidés au 30 juin 2017 du Groupe La Poste.

	Exercice clos le 30 juin					
	2017.06	2016.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Performance opérationnelle du Groupe						
Produits opérationnels	11 905	11 770	+134	+1,1	+69	+0,6
Résultat d'exploitation (après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint)	761	852	-91	-10,7	-78	-9,3
<i>Marge opérationnelle</i>	6,4 %	7,2 %	-	-0,8 pt	-	-0,7 pt
Résultat net part du groupe	642	675	-33	-4,9	-35	-5,2
<i>Marge nette</i>	5,4 %	5,7 %	-	-0,3 pt	-	-0,3 pt
Flux de trésorerie disponible	179	191	-12	-6,1		
Indicateur de santé économique (a)	534	70	+464	n.s.		
Chiffres clés - La Banque Postale						
Produit Net Bancaire (b)	2 808	2 974	-166	-5,6	-153	-5,2
<i>Coefficient d'exploitation</i>	83,6 %	80,7 %	-	2,9 pt		

^(a) Se reporter au chapitre 5.1.3

^(b) PNB sectoriel

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.12	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Indicateurs financiers clés				
Dettes nettes (a)	3 826	3 719	+106	+2,9
Capitaux Propres Part du Groupe	11 301	10 917	+383	+3,5
<i>Dettes nettes / CP</i>	33,9 %	34,1 %	-	-0,2 pt
<i>Résultat net moyen / CP</i>	7,2 %	7,8 %	-	-0,6 pt
Common Equity Tier 1 (b)	13,6%	13,7%	-	-0,1 pt
Ratio crédits sur dépôts	76%	74%	-	1,2 pt

^(a) La dette nette du Groupe ne prend pas en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent

^(b) Ratio CET 1 estimé avec application des mesures transitoires

2.1 Produits opérationnels

Les produits opérationnels du Groupe La Poste s'établissent à 11 905 millions d'euros à fin juin 2017, en progression de 134 millions d'euros par rapport à juin 2016. Cette hausse est principalement portée par la croissance particulièrement dynamique des activités express de GeoPost ainsi que par la bonne activité de la branche Numérique qui viennent compenser la baisse du PNB de la Banque Postale dans un contexte de taux bas persistants. L'activité des autres branches du Groupe est globalement au même niveau qu'à fin juin 2016.

	Exercice clos le 30 juin					
	2017.06	2016.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	5 757	5 747	+11	+0,2	+1	+0,0
GeoPost	3 256	2 969	+287	+9,7	+236	+8,1
La Banque Postale	2 808	2 974	-166	-5,6	-153	-5,2
Numérique	321	289	+31	+10,9	+14	+4,8
Autres secteurs et intercos	-238	-209	-29	+13,7	-29	+13,9
PRODUITS OPERATIONNELS	11 905	11 770	+134	+1,1	+69	+0,6

La progression de 134 millions d'euros des produits opérationnels du Groupe se décompose de la façon suivante :

- Une croissance à périmètre et change constants de 69 millions d'euros, soit + 0,6 % ;
- Des effets périmètre à hauteur de 105 millions d'euros, qui proviennent essentiellement de GeoPost avec 91 millions d'euros (Jadlog et DPD Zeitfracht notamment), de La Banque Postale pour -13 millions d'euros (Ciloger), des filiales courrier pour 10 millions d'euros (Axeo et Mediapost Espagne) et de la branche Numérique pour 18 millions d'euros (Docapost Fast, Tikeasy, Applicam et Ametix) ;
- Des effets change négatifs pour 40 millions d'euros, avec un impact de 59 millions d'euros sur la livre sterling (GBP) ;

Les produits opérationnels du premier semestre 2017 sont marqués par les éléments suivants :

- Stabilité du chiffre d'affaires de la branche Services-Courrier-Colis à 5 757 millions d'euros (soit une augmentation de 11 millions d'euros représentant une hausse de 0,2 %)
 - ✓ Le chiffre d'affaires du Courrier baisse de 59 millions d'euros par rapport à juin 2016 et s'établit à 4 633 millions d'euros. La poursuite de la baisse structurelle des volumes de courrier adressé (-6,8 % à jours ouvrés équivalents), couplée à un effet mix et jours ouvrés défavorable, induit un impact en chiffre d'affaires défavorable de -313 millions d'euros. L'augmentation tarifaire intervenue au 1^{er} janvier 2017 (+130 millions d'euros), la tenue des élections présidentielle et législative en 2017 (+71 millions d'euros) et la croissance de l'international (+22 millions d'euros) compensent en partie la baisse des volumes ;
 - ✓ Les filiales positionnées sur les activités de logistiques, e-logistiques, marketing direct, transition énergétique et Silver Economie enregistrent une hausse de 30

millions d'euros de leur chiffre d'affaires (dont 10 millions d'effets périmètre soit une croissance organique de 20 millions d'euros), le chiffre d'affaire à fin juin 2017 s'élève à 294 millions d'euros. Cette progression est portée par les filiales publicitaires (+ 19 millions d'euros). Elle est renforcée par les filiales Silver (+ 4 millions d'euros) et l'augmentation des activités logistiques (+ 6 millions d'euros) ;

- ✓ Le Colis enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 40 millions d'euros qui s'établit à 830 millions d'euros (791 millions d'euros à fin juin 2016). Cette évolution est portée par un effet volume/JO favorable de 57 millions d'euros (+ 7,7 %), diminuée d'un effet prix mix défavorable de -27 millions d'euros et avec un effet fuel et autres de +9 millions d'euros ;
- Le chiffre d'affaires de GeoPost progresse de 287 millions d'euros pour s'établir à 3 256 millions d'euros. Retraité des effets périmètre et change, la progression organique s'établit à 236 millions d'euros, soit 8,1 %. Cette croissance est portée par une forte croissance des volumes traités (186 millions d'euros, soit +6,4 % d'effet volume et mix intégrant un impact défavorable des jours ouvrés). Le chiffre d'affaires de GeoPost a progressé sur l'ensemble de son périmètre géographique ;
- Le PNB de La Banque Postale s'établit à 2 808 millions d'euros soit une baisse de 166 millions d'euros (-5,6 %). A périmètre constant et après retraitement de la provision épargne logement, le PNB diminue de -2,3 %, soit -64 millions d'euros. Le PNB du premier semestre 2016 intégrait une plus-value enregistrée en contrepartie de la cession de titres Visa Europe pour un montant de 107 millions. Retraité de cet élément exceptionnel, de la provision épargne logement ainsi que des effets périmètre et change le PNB de la Banque Postale progresse de +43 millions soit +1,6 %. Le pôle Gestion d'Actifs, à 71 millions d'euros est en retrait de 9 millions d'euros mais progresse de 5,8% après retraitement d'un effet périmètre défavorable de -13 millions d'euros, correspondant à la sortie du périmètre de consolidation de Ciloger à l'occasion de son rapprochement avec AEW Europe. Les encours sous gestion de ce pôle s'établissent à plus de 191 milliards d'euros, en progression de 7% sur le semestre. Le PNB du pôle Assurances augmente de +24,5 % pour s'établir à 120 millions d'euros grâce à l'amélioration générale du ratio sinistres sur primes et à la progression des portefeuilles de contrats IARD et Santé. Après retraitement de la provision épargne logement, le PNB du pôle Banque de Détail recule de -91 millions d'euros (-3,4 %). La marge nette d'intérêt retraitée qui est en retrait de 153 millions d'euros, incluait au premier semestre 2016 un produit de 107 millions d'euros lié à la plus-value de cession des titres Visa Europe. La poursuite du recul du rendement des crédits immobiliers pèse sur la MNI qui à l'inverse profite de la hausse des revenus des financements aux personnes morales ;
- Le chiffre d'affaires de la branche Numérique à 321 millions d'euros progresse de + 10,9 %, soit 31 millions d'euros, dont 12 millions d'euros pour la direction numérique, dont la mission est de contribuer au développement numérique des branches du Groupe. La progression du chiffre d'affaire de la direction numérique s'explique par l'évolution de 8% du commissionnement sur les ventes en ligne du site www.laposte.fr portée par les ventes du Courrier, ainsi que la progression du chiffre d'affaires Digiposte et la facturation de prestations internes vis-à-vis d'autres entités du Groupe. Le chiffre d'affaires de Docapost progresse de 23 millions d'euros soit +10,6 %, cette progression est portée notamment par les acquisitions réalisées en 2016 (Docapost Fast et Applicam) et celles intervenues en 2017 (Ametix et Localéo) avec un impact à hauteur de +16 millions d'euros. Le chiffre

d'affaires du pôle Médiapost communication est en recul de 4 millions d'euros dont +1 million d'euros d'effet périmètre.

2.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint s'établit à fin juin 2017 à 761 millions d'euros, en baisse de 91 millions d'euros par rapport à juin 2016 soit - 10,7 % (- 9,3 % à périmètre et change constants). Retraité des éléments exceptionnels ⁶ comptabilisés au cours du premier semestre 2016, le résultat d'exploitation progresse de 11,1 % grâce aux développements du Groupe et aux programmes de maîtrise des charges menés par l'ensemble des branches

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin					
	2017.06	2016.06	Variation		Evolution à périmètre et change constants	
			vs n-1		vs n-1	
			(en M€)	(en %)	(en M€)	(en %)
Services – Courrier – Colis	507	504	+3	+0,6	+4	+0,9
GeoPost	198	254	-56	-22,1	-48	-19,3
La Banque Postale	421	514	-93	-18,1	-85	-16,9
Réseau La Poste	84	4	+80	n.s.	+80	n.s.
Numérique	-7	-0	-6	n.s.	-9	n.s.
Immobilier	1	6	-6	-89,0	-6	-89,0
Supports et Structures	-88	-69	-19	+27,6	-19	+27,6
Non affecté et éliminations	-355	-360	+5	-1,4	+4	-1,2
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	761	852	-91	-10,7	-78	-9,3

Les éléments marquants du résultat d'exploitation par branche d'activité sont les suivants :

- Services-Courrier-Colis : le résultat d'exploitation de la branche s'établit à 507 millions à fin juin 2017. Il se maintient à un niveau proche de celui de juin 2016 (+ 3 millions d'euros soit +0,6 %, +0,9 % à périmètre et change constants), la baisse des volumes du courrier étant compensée par la bonne activité du colis et des filiales publicitaires ;
- GeoPost affiche un résultat d'exploitation de 198 millions d'euros en baisse de 56 millions d'euros par rapport à juin 2016 (-48 millions d'euros à périmètre et change constants), dont -60 millions d'euros provenant d'une réévaluation de titres opérée conformément à la norme IFRS 3 à la suite de la prise de contrôle par GeoPost de la société Armadillo en Russie faite en 2016. A périmètre et change constant, le résultat hors réévaluation des titres Armadillo progresse de 6,7 % sous l'effet conjugué de la progression des volumes et

⁶ Incidence favorable en 2016 de la plus-value de 107 millions d'euros enregistrée par la Banque Postale en contrepartie de la cession des titres Visa Europe et de la revalorisation des titres dans le cadre d'acquisition par GeoPost des 50% restants d'Armadillo (Russie) à hauteur de 60 millions d'euros.

de la maîtrise continue des coûts ;

- La branche La Banque Postale affiche un résultat d'exploitation de 421 millions d'euros, soit une baisse de 93 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016. Le résultat du premier semestre 2016 incluait une plus-value de 107 millions en contrepartie de la cession des titres Visa Europe. Retraité de cet élément exceptionnel et de l'effet périmètre, le résultat d'exploitation de la Banque Postale progresse de 5,4 %. La baisse des frais de gestion (-2,5 %), qui incluent des coûts induits par la mise en œuvre progressive des grands programmes de transformation de la banque et le soutien au développement de ses filiales, reflète les efforts de maîtrise des charges ;
- Le résultat d'exploitation du Réseau, à 84 millions d'euros à fin juin 2017 progresse de 80 millions d'euros par rapport à juin 2016 avec une baisse pérenne des charges opérationnelles (83 millions d'euros) en grande partie à restituer aux branches du Groupe par une baisse du chiffre d'affaires interne du Réseau ;
- Le résultat d'exploitation de la branche Numérique diminue de 6 millions d'euros par rapport à juin 2016, pour s'établir à -7 millions d'euros, la hausse du chiffre d'affaires étant largement compensée par une hausse des charges liée à l'accroissement des projets numériques ;
- Autres secteurs d'activité :
 - ✓ L'Immobilier affiche un résultat d'exploitation de 1 million d'euros, en diminution de 6 millions d'euros, en lien avec la baisse de 3 millions d'euros de son chiffre d'affaires (baisse des facturations intragroupe de 5 millions d'euros partiellement compensées par une hausse des facturations auprès des clients externes au Groupe (+2 millions d'euros) ;
 - ✓ Le déficit du secteur Supports et structures augmente de 19 millions d'euros et affiche un résultat d'exploitation négatif de 88 millions d'euros à juin 2017, malgré une hausse des facturations, le secteur Supports et structures a vu ses charges augmenter notamment suite à la mutualisation des sièges au sein du Village La Poste ainsi que le lancement de projets informatiques et l'accroissement du parc de véhicules électriques ;
 - ✓ Les charges du secteur 'Non affecté et éliminations' diminuent de 5 millions d'euros essentiellement en raison d'une baisse des charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe.

2.3 Résultat financier

Le résultat financier qui s'améliore de 11 millions d'euros par rapport à juin 2016 atteint une charge totale de 81 millions d'euros. L'amélioration du résultat financier provient des éléments suivants

- baisse du coût de l'endettement financier net de 3 millions d'euros qui intègre un écart favorable de 11 millions d'euros par rapport à juin 2016 induit par la variation de la juste valeur de la dette et des dérivés et une hausse de la charge nette d'intérêts de 8 millions d'euros sous les effets conjugués d'une légère hausse du coût moyen de la dette estimé à 1 an et de la baisse des taux courts qui pèse sur le rendement des placements de trésorerie.

- Ecart favorable de 7 millions d'euros des autres éléments du résultat financier provenant essentiellement de la charge de désactualisation de la dette sociale.

2.4 Résultat net

Le résultat net part du Groupe, à 642 millions d'euros, se dégrade de 33 millions d'euros par rapport à juin 2016, soit une baisse de 4,9% (-5,2% à périmètre et change constants). Cette baisse se décompose de la manière suivante :

- Un résultat courant avant impôt en baisse de 81 millions d'euros qui s'établit à 680 millions d'euros avec un résultat d'exploitation après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint en baisse de 91 millions d'euros et une amélioration du résultat financier de 11 millions d'euros ;
- Une augmentation de la charge d'impôt de 21 millions d'euros⁷, dont une hausse de 94 millions d'euros de la charge d'impôt différé, amoindrie par une baisse de la charge d'impôt courant de 72 millions d'euros
- Une augmentation de 63 millions d'euros de la quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence, essentiellement la CNP Assurances ;
- Une baisse de la quote-part attribuée aux intérêts minoritaires de 6 millions d'euros.

2.5 Flux de trésorerie disponible et variation de la dette nette

Le flux de trésorerie disponible est positif de 179 millions d'euros. Il baisse de 12 millions d'euros par rapport à juin 2016, sous l'effet notamment d'une hausse des décaissements de trésorerie sur opérations de croissance externe et achat d'actifs financiers de 521 millions d'euros que compense en partie la hausse des encaissements de trésorerie sur CICE imputé et monétisé de 465 millions d'euros.

Les dividendes versés par le Groupe (172 millions d'euros), la charge nette d'intérêts (28 millions d'euros) et la variation des intérêts courus non échus (- 51 millions d'euros), globalement au niveau du premier semestre 2016, contribuent en complément à un accroissement de la dette nette de 106 millions d'euros au cours du premier semestre 2017. Elle atteint 3 826 millions d'euros au 30 juin 2017.

2.6 Ratios financiers

Le ratio « dette nette / capitaux propres » est de 33,9 %. Il demeure globalement stable sous l'effet d'une hausse limitée des capitaux propres part du Groupe de 383 millions d'euros et de la dette nette de 106 millions d'euros.

⁷ Détails en chapitre 4.2 de ce présent rapport.

3. Résultats opérationnels par secteur d'activité

3.1 Synthèse des résultats opérationnels par secteur d'activité

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Un secteur est un sous-ensemble pour lequel une information financière distincte est disponible et régulièrement revue par la Direction Générale du Groupe en vue de lui affecter des ressources et d'évaluer sa performance.

Les critères retenus pour déterminer les secteurs d'activité sont notamment les suivants : nature des produits distribués, type ou catégorie de clients auxquels ils sont destinés, processus de production, réseau de distribution et environnement réglementaire. La définition des secteurs opérationnels est basée sur l'organisation existante en matière de pilotage au sein du Groupe La Poste.

Publié 2017.06 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 601	3 232	2 789	258	18	8	0	0		11 905
CA & PNB Intersecteurs	157	24	19	63	2 018	407	379	0	-3 067	
Produits opérationnels	5 757	3 256	2 808	321	2 035	415	379	0	-3 067	11 905
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	504	199	421	-7	87	0	-87	-355	0	761
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	-1	0	0	-4	0	-0	0	0	-1
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	507	198	421	-7	84	1	-88	-355	0	761
Marge opérationnelle (%)	8,8	6,1		-2,1		0,2				6,4

Publié 2016.06 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numérique	Réseau La Poste	Immobilier	Supports et Structures	Non affecté	Elim.	TOTAL
CA & PNB Externes	5 599	2 938	2 971	240	15	5	2	-0		11 770
CA & PNB Intersecteurs	148	31	3	49	2 024	412	361	0	-3 027	
Produits opérationnels	5 747	2 969	2 974	289	2 038	418	363	0	-3 027	11 770
REX avant résultat net des stés sous contrôle conjoint	503	255	514	-0	7	6	-68	-360	-0	855
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	-1	0	0	-3	1	-0	0	0	-3
REX après résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	504	254	514	-0	4	6	-69	-360	-0	852
Marge opérationnelle (%)	8,8	8,5		-0,1		1,5				7,2

3.2 Services–Courrier-Colis

La branche Services–Courrier–Colis comprend :

- ✓ L'activité courrier (collecte, tri, distribution de correspondances, de publicité et de presse) ;
- ✓ L'activité Colis de La Poste SA, spécialiste de la livraison rapide et des colis de moins de 30 kg aux particuliers, BtoC ou CtoC en France et à l'export.
- ✓ L'activité des petits paquets, import et export ;
- ✓ Les nouveaux services de proximité assurés par La Poste SA ;
- ✓ Les filiales intervenant sur les marchés du marketing direct (principalement Mediapost France et Sogec), des solutions logistiques et e-logistiques (Viapost, STP et Neolog pour l'essentiel), de la Silver Economie (Tikeasy, Axeo, Veiller sur mes parents, Asten acquis sur 2017 non consolidée au 30 juin 2017) et de la transition énergétique (Mobigreen, Greenovia), auxquelles il faut ajouter la co-entreprise avec Swiss Post dans le courrier transfrontière (Asendia) qui est mise en équivalence dans les comptes consolidés du Groupe et de la branche ;

<i>(en millions d'euros)</i>	2017.06	2016.06	Variation vs N-1	
			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Chiffre d'affaires	5 757	5 747	+11	+0,2
<i>dont CA hors Groupe</i>	5 601	5 599	+1	+0,0
Charges opérationnelles	-5 254	-5 244	-10	+0,2
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	504	503	+1	+0,1
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	1	+3	+415,5
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	507	504	+3	+0,6
<i>Marge opérationnelle</i>	8,8 %	8,8 %		-0,0 pt

3.2.1 Activité Services et Courrier

Le chiffre d'affaires s'élève au 30 juin 2017 à 4 927 millions d'euros, en retrait de 29 millions d'euros (-0,6%) par rapport au 30 juin 2016. Cette diminution comprend un effet périmètre et change de +10 millions d'euros.

Cette variation provient principalement de :

- La baisse du trafic courrier de -6,8 % à jours ouvrés équivalents, avec un effet mix et JO défavorable de -40 millions d'euros, soit un impact de -313 millions d'euros sur le chiffre d'affaires 2017. Cette diminution s'explique par :
 - ✓ la poursuite de la rationalisation et dématérialisation des envois des secteurs bancaires, publics et téléphonie et des envois particuliers, TPE et PME,
 - ✓ la décroissance du courrier publicitaire adressé de -7,9% qui est substitué par la publicité digitale,
- L'augmentation tarifaire du 1^{er} janvier 2017 de 3,2 %⁸ en moyenne, soit un effet estimé à +130 millions d'euros sur le chiffre d'affaires,
- La distribution des professions de foi des candidats aux élections présidentielles et législatives soit un chiffre d'affaires en progression de +71 millions d'euros sur le semestre,
- La croissance de l'international de +22 millions d'euros grâce au développement des échanges internationaux, notamment les petits paquets du e-commerce et les courriers des véricistes français,
- Le développement des nouveaux services de +15 millions d'euros soit un total de 34 millions d'euros à fin juin ; dont une progression de +10 millions d'euros sur l'examen du code de la route.
- La croissance des filiales publicitaires non adressés de +19 millions d'euros, portée par l'activité imprimés publicitaires en France (+14 millions d'euros) et Médiapost International (+4 millions d'euros) ; l'intégration des filiales espagnoles de Médiapost avec un impact favorable sur le chiffres d'affaires de 5 millions d'euros ;
- L'augmentation des activités logistiques à +6 millions d'euros sur les offres d'organisation de transports ;
- L'acquisition des filiales de la Silver économie⁹ en 2016 qui génèrent un chiffre d'affaires de +4 millions d'euros sur le semestre grâce à la vente des tablettes Ardoiz et des services à la personne.

⁸ Rapportée à la base du chiffre d'affaires donnant lieu à trafic

⁹ Filiales Tikeasy et Axéo

La qualité de service reste à un niveau élevé avec un taux de distribution de la Lettre Verte à J+2 de 95.9 % au 30 juin 2017.

3.2.2 Activité Colis

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2017 est de 830 millions d'euros, en augmentation de 40 millions d'euros (soit +5,0 %).

Le volume des colis distribués s'établit à 149 millions d'objets, en progression de +7,7 % à jours ouvrés équivalents avec un impact sur le chiffre d'affaires de 57 millions d'euros, dont -6 millions d'euros d'effet jours ouvrés. Les volumes distribués se composent de la manière suivante :

- ✓ 124 millions d'objets sur le BtoC, tirés par la croissance du e-commerce, et notamment une croissance du National de +11,1 % à JOE par rapport à juin 2016 avec une forte augmentation des livraisons à domicile (+10,8 %), qui restent la modalité de réception préférée des Français, et des retours (+19,7 %),
- ✓ 15 millions d'objets sur le CtoC soit -3,9 % à JOE par rapport à juin 2016, décroissance observée depuis plusieurs années du fait d'une modification des pratiques des clients qui achètent en ligne et font livrer directement le colis au destinataire,
- ✓ 10 millions d'objets sur les produits export et import, soit +13,8 % à JOE ; avec une croissance de l'export B2C (+23.3 %), marquant l'appétence des e-acheteurs en Europe et dans le monde pour les produits français, et une augmentation de l'import de 12.7 %.

L'effet prix est légèrement favorable sur l'évolution du chiffre d'affaires (+2 millions d'euros), alors que l'évolution du mix impacte négativement ce dernier pour -29 millions d'euros, notamment en lien avec la croissance des volumes des grands comptes, le retrait du CtoC et la baisse du produit « remise avec signature ».

La qualité de service est en progression au 30 juin 2017, ainsi le taux de distribution à J+2¹⁰ est de +95,5 %, vs 94,2 % au 30 juin 2016. La Poste livre plus de 9 Colissimo sur 10 à domicile dès le premier passage du facteur ou livreur colis ; en cas d'absence, le client destinataire peut faire un choix de relivraison sur les 7 jours suivants ou dans l'un des points de contacts de proximité du Réseau La Poste.

¹⁰ Taux de distribution à J+2 Colissimo suivi national

3.2.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis s'élève à 507 millions d'euros au 30 juin 2017, en augmentation de 3 millions d'euros par rapport à fin juin 2016, soit +0,6 %. Malgré la baisse des volumes du Courrier, le résultat d'exploitation de la branche Services-Courrier-Colis se maintient, soutenue par la bonne activité du colis et du courrier publicitaire dans les filiales.

3.3 GeoPost

GeoPost, filiale du Groupe La Poste, couvre les activités de colis rapide et express en France et à l'étranger sous les principales marques commerciales suivantes : DPD Group dans les pays européens et à l'international, Chronopost en France, SEUR en Espagne et au Portugal, Tigers en Asie et en Australie et Jadlog au Brésil. Les filiales de ce pôle interviennent de façon historique majoritairement sur les segments d'entreprise à entreprise (BtoB) et de façon croissante sur le BtoC (part de 34,9 % contre 32,8 % du chiffre d'affaires à fin juin 2016).

L'effet des acquisitions intervenues en 2016 (franchises SEUR, DPD Zeitfracht en Allemagne, Armadillo en Russie, Biologistic en France), ainsi que l'impact de l'acquisition de Jadlog au Brésil conduisent à un effet périmètre positif sur le chiffre d'affaires de GeoPost de +91 millions d'euros à fin juin 2017.

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	3 256	2 969	+287	9,7
<i>dont CA hors Groupe</i>	3 232	2 938	+294	10,0
Charges opérationnelles	-3 058	-2 714	-343	12,6
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	199	255	-56	-22,1
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-1	-1	+0	-20,1
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	198	254	-56	-22,1
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>6,1 %</i>	<i>8,5 %</i>		<i>-2,5 pt</i>

3.3.1 Poursuite du développement accéléré des ventes

Le chiffre d'affaires de GeoPost à fin juin 2017 de 3 256 millions d'euros, est en croissance de +287,3 millions d'euros (10%) par rapport à fin juin 2016. Retraité des effets périmètre (+91 millions d'euros) et change (-40 millions d'euros dont -59 millions d'euros sur la livre), la croissance organique est de 236,3 millions d'euros, soit +8,1 %.

Cette bonne performance est portée par la forte croissance des volumes traités. A fin juin 2017 GeoPost a livré 587 millions de colis, soit une évolution organique de 7,1 % par rapport à fin juin 2016. Sur le chiffre d'affaires, l'effet volume et mix se traduit par une progression de 186 millions

d'euros (+6,4 %) intégrant un impact défavorable des jours ouvrés. L'effet prix est favorable sur l'évolution du chiffre d'affaires pour 3 millions d'euros, ainsi que l'impact des autres prestations pour 29 millions d'euros et l'effet carburant à hauteur de 18 millions d'euros.

Les évolutions organiques du chiffre d'affaires sur le premier semestre 2017 sont positives sur les différentes zones géographiques :

- Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires de 610 millions d'euros progresse de 8,7 %, porté par la croissance des volumes du BtoC.
- L'Allemagne affiche un chiffre d'affaires de 805 millions d'euros soit une progression de 5,9 %. Les volumes évoluent favorablement (4,2 %) malgré un ralentissement de l'activité sur le début de l'année notamment sur le BtoB.
- En Pologne, le développement du BtoC et la prise de nouvelles parts de marché à la concurrence permettent d'atteindre une croissance des volumes de 22,3 %. Le chiffre d'affaires de 164 millions d'euros affiche ainsi une progression de 18,6 %.
- En France, DPD France poursuit son développement avec +10,7 % soit un chiffre d'affaires de 226 millions d'euros et Chronopost avec +2,9 % (467 millions d'euros). L'augmentation des volumes BtoC est favorisée par de nouveaux services de livraisons proposés depuis 2016 (points relais, service premium «Mister Pacha», consignes automatiques « Stations PickUp », livraisons en soirée). La livraison des colis par les facteurs a continué à progresser sur ce premier semestre. Ce développement des volumes est accompagné par l'augmentation du prix moyen.
- L'extension du réseau de distribution en Espagne se traduit par une évolution du chiffre d'affaires de 7,7 % (191 millions d'euros), portée par l'augmentation des volumes.
- Au Benelux le chiffre d'affaires de 174 millions d'euros progresse de 10,3 %. Cette évolution est portée par la hausse du prix moyen au NL et l'augmentation des volumes internationaux et BtoC.
- Le chiffre d'affaires de Tigers de 123 millions d'euros progresse de 6,4 % grâce une bonne activité sur le segment de l'alimentaire en Asie et le développement de l'activité logistique, malgré un marché maritime en forte concurrence.

- En Russie, le chiffre d'affaires de 65 millions d'euros progresse de 15,9 % grâce à la croissance des volumes BtoC avec le développement du e-commerce et l'augmentation des transports de frets sur le segment BtoB.

3.3.2 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation y compris la quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de GeoPost en juin 2017 atteint 198 millions d'euros. Après retraitement des revalorisations sur les premiers semestres 2016 (+63 millions d'euros) et 2017 (-5 millions d'euros) et de l'impact du périmètre et change de -9 millions d'euros, le résultat d'exploitation à fin juin 2017 est en progression de 20 millions d'euros par rapport à fin juin 2016 (+11 %).

Cette évolution organique s'explique par la progression des volumes et la bonne maîtrise des coûts, notamment en France, Grande Bretagne et Pologne.

3.4 La Banque Postale

Ce secteur d'activité regroupe La Banque Postale, ses filiales et le Groupement de moyens constitué entre La Poste et La Banque Postale régi par une convention de répartition de frais. L'ensemble des charges relatives au Groupement de moyens (principalement les coûts des personnels de La Poste travaillant exclusivement pour La Banque Postale) est refacturé à l'euro/l'euro à La Banque Postale.

3.4.1 Environnement économique et financier

La Banque Centrale Européenne a poursuivi au premier semestre 2017 l'application de sa politique monétaire accommodante et n'a pas fait évoluer ses taux directeurs. Dans ce contexte, les taux court terme sont restés stables à environ -0,36 % pour l'Eonia et -0,33 % pour l'Euribor 3 mois. Le taux des emprunts du Trésor français à 10 ans, qui avait commencé à se redresser en fin d'année 2016 dans le sillage des taux américains, s'est renchéri en début d'année en raison d'une prime de risque liée aux incertitudes des élections françaises, atteignant un point haut à 1,15 % début février. L'issue des élections a rassuré les investisseurs et favorisé un retour à un niveau proche de décembre 2016 de l'OAT 10 ans (environ 0,65 %), ainsi qu'une accentuation de la tendance haussière du CAC 40 observée depuis fin 2016 qui a atteint entre les deux tours 5 400 points. L'indice s'est ensuite orienté à la baisse pour atteindre 5 121 points au 30 juin, en hausse cependant de 5,3 % par rapport au 31 décembre 2016 (cf. section 1.1).

3.4.2 Activités commerciales

Au cours de ce premier semestre, La Banque Postale a poursuivi sa politique de conquête commerciale sur tous ses segments de clientèle. Cette dynamique, associée à un contexte économique en amélioration, a permis une progression annuelle de 7,8 milliards d'euros de l'encours d'épargne (+ 2,6 %) qui atteint 312,7 milliards d'euros:

	2017.06	2016.06	Variation	
<i>(encours d'épargne en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
Dépôts à vue	61,3	56,7	+4,6	+8,1
Epargne ordinaire	81,3	80,4	+0,9	+1,1
Livret A	60,2	59,6	+0,5	+0,9
LEP	7,6	7,8	-0,3	-3,5
LDD	7,4	7,2	+0,2	+2,3
Autres livrets	6,1	5,7	+0,4	+7,5
Epargne logement	32,2	31,4	+0,7	+2,4
OPCVM ^(a)	12,7	11,5	+1,2	+10,2
Assurance-Vie ^(a)	124,9	123,9	+1,0	+0,8
Autres ^(b)	0,4	1,0	-0,6	-60,2
EPARGNE CLIENTELE	312,7	304,9	+7,8	+2,6

(a) Produits distribués par le réseau de la Banque Postale et de ses filiales.

(b) Comptes à terme et PEP.

Si les dépôts à vue conservent une collecte très dynamique, avec des encours en croissance de 4,6 milliards d'euros sur douze mois (+8,1 %), d'autres compartiments participent également à cette progression.

Ainsi les encours d'épargne ordinaire, en recul depuis trois ans sous l'effet de la faiblesse des rendements offerts, affichent une hausse sensible de 0,9 milliard d'euros (+1,1 %). Le taux du livret A, maintenu à 0,75 % depuis le 1^{er} août 2015, connaît un regain d'attrait auprès des épargnants dans un environnement de taux long durablement bas.

Cet environnement pèse sur le marché de l'assurance-vie, dont les taux de rémunération sont globalement en retrait. Les encours de La Banque Postale atteignent cependant 124,9 milliards d'euros, en progression de 1,0 milliard d'euros (+0,8 %) par rapport à juin 2016.

Les encours d'OPCVM contribuent à hauteur de 1,2 milliard d'euros à la hausse des encours, bénéficiant d'un contexte de marché favorable sur ce premier semestre.

La progression des encours d'épargne logement à 32,2 milliards d'euros (+2,4 % sur douze mois) est soutenue bien que ralentie par la moindre attractivité des nouveaux Plans d'Epargne Logement dont le taux est fixé à 1,0 % depuis le 1^{er} août 2016.

A travers la forte progression de ses encours de crédits à la clientèle, +12,1 % sur un an à 79,5 milliards d'euros au 30 juin 2017, La Banque Postale démontre son engagement croissant en faveur du financement de l'économie.

	2017.06	2016.06	Variation	
<i>(encours de crédits en milliards d'euros)</i>			<i>(en Md€)</i>	<i>(en %)</i>
Crédits immobiliers	57,7	54,6	+3,1	+5,7
Crédits à la consommation	5,0	4,7	+0,3	+6,3
Autres crédits ^(a)	0,7	0,7	-0,0	-1,3
Crédits aux personnes morales ^(b)	16,0	10,8	+5,2	+48,2
CREDITS CLIENTELE	79,5	70,9	+8,6	+12,1

(a) D.A.V débiteurs et différés cartes bancaires.

(b) Entreprises, Bailleurs Sociaux, Associations et Collectivités Territoriales.

Au cours du premier semestre 2017, plus de 8 milliards d'euros de crédits à l'habitat ont été mis en force par La Banque Postale et ses filiales (BPE et Sofiap), en progression de 78 % par rapport à 2016 dans un marché dynamique. Cette activité bénéficie notamment de la délégation d'octroi généralisée aux 1600 directeurs de secteur du réseau des bureaux de poste, ainsi que de l'élargissement progressif de la distribution des crédits aux conseillers financiers, ces évolutions étant accompagnées par un large plan de formation mis en place par l'Ecole de la Banque et du Réseau. Les encours ont ainsi progressé de 5,7 % à 57,7 milliards d'euros, dans un contexte de nouvelle vague de remboursements anticipés amplifiée par une amorce de remontée des taux client fin 2016.

Les crédits à la consommation, gérés par La Banque Postale Financement, affichent toujours un développement soutenu avec des encours qui atteignent 5,0 milliards d'euros (+6,3 % par rapport à juin 2016) dont 210 millions d'euros d'encours de crédits renouvelables. Les ventes par internet ou via la plateforme à distance représentent une part croissante de la production (36 % sur le premier semestre 2017 contre 31 % à fin juin 2016).

Engagée au service du développement des territoires, La Banque Postale finance le secteur public local et les entreprises. Cette activité connaît depuis son lancement une vive croissance qui se confirme ce semestre avec des encours en progression de 48,2 % sur un an pour atteindre 16,0 milliards d'euros à fin juin 2017. Ces encours comprennent 1,3 milliard d'euros d'encours d'affacturage qui illustrent le développement de l'offre de crédits spécialisés de La Banque Postale à destination des entreprises. Par ailleurs, pour accompagner le plus grand nombre de collectivités locales, La Banque Postale a de nouveau abaissé son seuil d'octroi de crédits à 40 000 euros (initialement fixé à 200 000 euros et progressivement diminué). Enfin, il est à noter que l'évolution des encours est minorée par la cession de 3,6 milliards d'euros d'encours à la Caisse Française de Financement Local depuis juillet 2016, conformément au modèle de développement mis en place lors de l'entrée de La Banque Postale sur le marché du secteur public local.

3.4.3 Performance opérationnelle

Le Produit Net Bancaire (PNB) de La Banque Postale s'élève à 2 808 millions d'euros à fin juin 2017, en retrait de 166 millions d'euros par rapport à juin 2016, soit -5,6 %. Retraité de la variation de la provision épargne logement et de l'effet périmètre¹¹, le PNB s'affiche en baisse de 64 millions d'euros avec la perception de la plus-value de cession des titres Visa Europe au premier semestre 2016 (107 millions d'euros).

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation	
		pro forma (a)	vs pro forma (en M€)	(en %)
Gestion d'actifs	71	80	-9	-11,7
Assurance	120	97	+24	+24,5
Banque de détail	2 617	2 797	-181	-6,5
<i>Marge nette d'intérêts</i>	1 440	1 683	-243	-14,4
<i>Commissions</i>	1 193	1 140	+52	+4,6
<i>Autres produits et charges</i>	-16	-26	+10	-38,8
PRODUIT NET BANCAIRE	2 808	2 974	-166	-5,6

(a) 2016 pro forma de reclassements de poste à poste au sein du PNB Banque de Détail

Le PNB du pôle Gestion d'Actifs, à 71 millions d'euros, est en retrait de 9 millions d'euros par rapport à juin 2016 en raison de la sortie de Ciloger du périmètre de consolidation à l'occasion de son rapprochement avec AEW Europe. A périmètre constant (La Banque Postale Asset Management et Tocqueville Finance), le pôle présente une croissance de 5,8 % de son PNB. Les encours sous gestion du pôle s'établissent à plus de 191 milliards d'euros à fin juin 2017 en progression de 7 % sur la période et bénéficieront au second semestre d'un nouveau mandat confié par CNP Assurance à La Banque Postale Asset Management pour la gestion de 23 milliards d'euros d'encours. Par ailleurs la gamme de cinq fonds d'allocation flexible, lancée en mai 2016, confirme son succès auprès de la clientèle avec 1,4 milliard d'euros d'encours sous gestion à fin juin 2017.

A 120 millions d'euros, le PNB du pôle Assurance affiche une progression de 24,5 % à fin juin 2017 à attribuer à l'amélioration générale du ratio sinistres sur primes et à des portefeuilles de contrats IARD et Santé en hausse de respectivement 9 % et 26 %. Cette croissance dynamique est portée par la stratégie de La Banque Postale d'équipement de sa clientèle en produit d'assurances et par un recul des résiliations.

Après retraitement de la provision épargne logement, le PNB du pôle Banque de Détail recule de 3,4 % par rapport à juin 2016 (-91 millions d'euros).

¹¹ Effet périmètre lié à Ciloger de -13 millions d'euros

- La Marge Nette d'Intérêts (MNI) retraitée est en repli de 153 millions d'euros. Elle inclut au premier semestre 2016 un produit de 107 millions d'euros lié à la plus-value de cession des titres Visa Europe. La poursuite du recul du rendement des crédits immobiliers (impact des taux bas et des effets des renégociations et remboursements anticipés), la décentralisation partielle des encours de LEP au 1^{er} juillet 2016 et la baisse de rémunération des encours centralisés à la Caisse des Dépôts pèsent sur la MNI. Inversement, les revenus des financements aux personnes morales sont en hausse, reflet du développement de La Banque Postale sur ce marché.
- Les commissions affichent une progression de 52 millions d'euros favorablement impactées par la poursuite du développement de l'équipement de la clientèle en forfaits et produits d'assurance, mais également ce semestre par la perception de pénalités liées à la nouvelle vague de remboursements anticipés.

	2017.06	2016.06	Variation	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Produit net bancaire	2 808	2 974	-166	-5,6
Frais de gestion	-2 316	-2 376	+60	-2,5
Résultat brut d'exploitation	492	598	-106	-17,7
Coût du risque	-71	-84	+13	-15,2
Gains et pertes sur autres actifs	-1	-1	+0	-33,3
RESULTAT D'EXPLOITATION	421	514	-93	-18,1
<i>Coefficient d'exploitation LBP</i>	<i>83,6%</i>	<i>80,7%</i>		<i>2,9 pts</i>

Les frais de gestion de la branche Banque Postale s'affichent à 2 316 millions d'euros¹² en baisse de 2,5 % par rapport à juin 2016. Dans un contexte de développement des filiales et de transformation des systèmes d'information et des processus impliquant des investissements importants, cette évolution reflète les efforts constants de maîtrise des charges de La Banque Postale et de La Poste au travers des conventions de services avec Le Réseau notamment.

Cette évolution favorable des charges d'exploitation atténue l'impact sur le résultat de la variation du PNB décrite précédemment. Le résultat brut d'exploitation de la branche s'élève ainsi à 492 millions d'euros en recul de 17,7 % par rapport à juin 2016. Le coefficient d'exploitation de La Banque Postale s'établit à 83,6 %.

¹² Retraités de l'effet périmètre, les frais de gestion sont en recul de 55 millions d'euros (-2,3 %).

Le coût du risque, à 71 millions d'euros est inférieur de 13 millions d'euros à fin juin 2016 en raison d'impacts d'évolutions méthodologiques au cours du premier semestre 2016. Rapporté aux encours, le coût du risque de crédit se maintient à un niveau bas à 16 points de base¹³.

Le résultat d'exploitation de la branche La Banque Postale s'élève à 421 millions d'euros en baisse de 18,1 % par rapport à juin 2016 et en légère progression hors plus-value Visa.

3.4.4 Structure financière

La Banque Postale présente une structure financière solide avec un ratio Common Equity Tier 1¹⁴ à 13,6 % au 30 juin 2017 (-0,1 point par rapport à décembre 2016), niveau très supérieur à l'exigence minimale « SREP » de 7,625 %¹⁵ fixée par la Banque Centrale Européenne et applicable au 1^{er} janvier 2017. Le ratio global de solvabilité s'élève pour sa part à 18,9 % contre 19,4 % en décembre 2016.

Le ratio de levier estimé à fin juin 2017, tenant compte des mesures transitoires autorisées par la Banque Centrale Européenne sur le traitement des encours d'épargne centralisée à la Caisse des Dépôts¹⁶, s'établit à 4,5 %. Hors épargne centralisée à la Caisse des dépôts¹⁷, il est stable à 5,3 %.

La position de liquidité du bilan demeure confortable et se traduit par un ratio crédits sur dépôts à 76 % et un ratio LCR (ratio de liquidité court terme estimé) à 174 %¹⁸.

¹³ Coût du risque de crédit de la banque commerciale rapporté aux encours de début de période.

¹⁴ Ratio CET1 estimé avec application des mesures transitoires. Le ratio CET1 fully loaded s'élève à 13,8 %.

¹⁵ Exigence de 7,625% publiée par la BCE en 2016 suite à l'exercice de revue et d'évaluation (SREP) comprenant un coussin au titre du classement en « Autre établissement systémique » de 0,125 %, un coussin de conservation du capital de 1,25 % et une exigence « P2R » de 1,75 %.

¹⁶ Décision de la Banque Centrale Européenne du 24 août 2016 sur le calcul du ratio de levier ne permettant pas l'exclusion de l'épargne centralisée de l'exposition levier mais autorisant une phase d'intégration graduelle de ces encours.

¹⁷ Conformément à l'Acte Délégué publié par la Commission Européenne le 10 octobre 2014.

¹⁸ Le calcul du LCR affiché tient compte d'un changement de méthode validé par la BCE (LCR pro forma à fin décembre 2016 : 180 %)

3.5 Le Réseau La Poste

La branche « Réseau La Poste » agrège les activités de vente et de distribution, auprès du grand public, des produits et services du Groupe La Poste (Réseau La Poste Maison mère) ainsi que la filiale La Poste Telecom (intégrée sur la ligne quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint) distribuant son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	2 035	2 038	-3	-0,1
Charges opérationnelles	-1 948	-2 031	+83	-4,1
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	87	7	+80	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-4	-3	-0	+5,1
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	84	4	+80	n.s.

Le chiffre d'affaires représente la facturation interne des prestations réalisées par le Réseau La Poste pour le compte des autres branches. Il est régi par des accords de services :

- Conventions de service assises sur des inducteurs opérationnels (chiffre des ventes, objets traités) avec la branche Services-Courrier-Colis, la branche GeoPost (Chronopost);
- Pour La Banque Postale, convention de service basée sur les opérations traitées pour l'activité bancaire de guichet et facturation au réel des coûts de la ligne conseil bancaire intégrée au Réseau (conseillers financiers, conseillers spécialisés en immobilier, etc.) ;
- Transfert au secteur 'Non affecté' des coûts liés aux missions d'accessibilité du service universel postal, des coûts liés à la mission d'aménagement du territoire et des charges transitoires (notamment les dispositifs de fin de carrière).

3.5.1 Réseau La Poste

Avec ses 17 247 points de contact, dont 8 557 en partenariat (La Poste Agence Communale et La Poste Relai) fin juin 2017, le Réseau La Poste est le réseau de distribution physique le plus dense du territoire. Face à la poursuite de la baisse des volumes du courrier et à celle de la fréquentation des clients en bureaux de poste, passée en une décennie de 2,7 millions de visites par jour à 1,5 million actuellement, le Réseau La Poste a fait évoluer son organisation, ses métiers et s'adapte sur un marché en pleine mutation afin de préserver ses capacités de croissance, en particulier sur le secteur bancaire. Les principaux chantiers initiés depuis plusieurs années se concentrent sur les objectifs suivants :

- L'accélération du développement commercial fondé sur l'excellence du service et la capacité du Réseau La Poste à accompagner les évolutions des comportements des clients :
 - ✓ Simplification du parcours client en bureaux de poste en particulier pour la clientèle

- professionnelle, avec la réduction du nombre de références des produits courrier-colis
- ✓ Création d'un Indice Client pour la mesure de la satisfaction des clients.
 - ✓ Evolution du rôle du guichetier, devenu chargé de clientèle avec la transformation du Réseau engagée début 2016. Il est dorénavant le premier acteur de la relation bancaire, permettant aux clients d'accéder rapidement à des produits bancaires simples (cartes bancaires, offres d'assurance pour appareils nomades, etc.)
 - ✓ Développement de nouveaux services comme la commercialisation de l'offre « veiller sur mes parents » (VSMP) à partir du 22 mai 2017, dans le cadre de la synergie commerciale avec la branche Services-Courrier-Colis au sein des 500 zones de marché
 - ✓ Accompagnement du modèle managérial centré sur 1 600 secteurs, par la réorganisation des Directions Régionales. Pour garantir la stabilité des nouvelles fonctions au sein des secteurs et conforter la responsabilisation des équipes, le Directeur de Secteur pourra s'appuyer, à compter de septembre 2017, sur une Direction Régionale dont le périmètre et les missions sont plus adaptés à son besoin.
- La transformation digitale est au cœur des offres et des services du Réseau : elle améliore l'expérience client en conciliant le numérique et l'humain dans les bureaux de poste : le dispositif de communication digitale est riche de 2 132 écrans dans 1 470 bureaux (avec l'extension aux DOM en 2017), des hotspots wifi dans 250 bureaux et 500 Maisons de services au Public. Les réseaux partenaires se modernisent également, avec 4 000 points de service la Poste Agences Communales équipées de tablettes en libre service, près de 410 d'un hotspot wifi, et environ 1 900 La Poste Relais équipés d'un smartphone et d'une imprimante Bluetooth. Le Réseau propose également un nouveau service de retrait de colis hors domicile via un réseau de consignes Pick-up (121 bureaux équipés fin juin 2017).
 - L'accessibilité avec des formats adaptés aux usages des clients : au-delà du numérique, le Réseau de demain s'adapte aux nouveaux modes de vie des Français, modes de vie qui varient d'un territoire à l'autre :
 - ✓ En milieu rural, les nouvelles formes de mutualisation comme l'installation dans les bureaux de poste de 500 maisons de services au public qui constituent des lieux d'accueil, d'information et d'accompagnement du public dans ses démarches administratives, ou encore le facteur-guichetier, en liaison avec la branche Services-Courrier-Colis, qui permet de maintenir la présence de La Poste dans des villages où les bureaux sont très peu fréquentés (640 bureaux concernés fin juin 2017) ;
 - ✓ En milieu urbain, de nouveaux formats se développent en concertation avec les municipalités afin de mieux s'adapter aux besoins de la ville et de travailler avec leurs acteurs : 633 La Poste Relais sont déjà ouverts dans les villes de +2 000 habitants (409 dans les villes de +10 000 habitants), des projets de coopération sont en cours avec de grandes enseignes nationales (accords cadre avec Franprix, Total ou Carrefour « Proximité », etc..).

- ✓ Dans les villes de plus de 10 000 habitants, poursuite de la transformation des bureaux en format Expert (implantation commerciale renforcée dans les zones à fort potentiel) : 151 mises au format à fin juin pour un objectif de 350 pour l'année 2017

Au total, durant le premier semestre 2017, 259 nouveaux partenariats ont été mis en place (84 en rural et 175 en urbain).

- Le déploiement des plans d'adaptation du Réseau a permis la réduction des coûts d'exploitation de 4,1 % sur le premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016. La maîtrise des coûts de ce réseau commercial continue de bénéficier directement aux branches du Groupe à travers la baisse de la facturation liée à leur utilisation du Réseau.

3.5.2 La Poste Mobile

La Poste Telecom, opérateur de réseau mobile virtuel du Groupe détenu à 51 % en partenariat avec SFR-Numéricable qui possède les 49 % restants, propose son offre sous la marque « La Poste Mobile ».

La Poste Mobile poursuit sa croissance en s'adaptant aux évolutions du marché et en élargissant sa gamme, en phase avec les attentes des clients dans un environnement très concurrentiel.

Avec la commercialisation de 234 000 nouvelles lignes au premier semestre, La Poste Mobile détient après six ans d'existence, un parc de 1,33 million de lignes au 30 juin 2017, en croissance de 2,2 % sur le semestre.

Avec la souscription de 12 400 box sur le semestre dans les bureaux de poste des zones couvertes par la fibre et sur internet, cette nouvelle offre complète l'offre ADSL SFR (TV, internet, téléphonie fixe) proposée en partenariat avec SFR-Numéricable (18 000 box commercialisées sur le semestre).

Une offre 2P (internet et téléphone, moins chère) vient d'être lancée en juin et une offre ADSL sous la marque La Poste Mobile est prévue pour la fin de l'année.

3.6 Numérique

La branche Numérique est composée de la direction du Numérique (DATA, e-commerce, confiance numérique, innovation, transformation interne, connaissance clients) et de deux filiales B to B : Docapost (spécialiste de la transformation numérique des organisations) et Mediapost Communication (maîtrise des médias digitaux et traitement des datas).

Acteur de l'accélération de la transformation numérique du Groupe et du développement de chiffre d'affaires aux bornes du Groupe, la branche Numérique rassemble plus de 5000 collaborateurs autour de trois missions clés :

- Mettre ses expertises au service du Groupe et des branches : développement de nouvelles offres, centre d'expertise de méthodes agiles et d'architecture ouverte, innovation. Depuis 2015, en charge de la politique data du Groupe et du pilotage du projet prioritaire commun « connaissance des clients particuliers, pros et entreprises » destiné à unifier les bases de données des différentes entités du Groupe.

- Assurer un rôle de réseau de distribution numérique via La Poste en ligne avec une ambition forte de développement de chiffre d'affaires pour les branches.
- Gérer une activité économique en propre avec ses deux filiales, Docapost et Mediapost Communication dont l'objectif est de développer de nouvelles activités numériques.

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	321	289	+31	+10,9
<i>dont CA hors groupe</i>	258	240	+18	+7,3
Charges opérationnelles	-327	-289	-38	+0,1
RESULTAT D'EXPLOITATION	-7	-0	-6	n.s.
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>-2,1 %</i>	<i>-0,1 %</i>		<i>-2,0 pt</i>

3.6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2017 de 321 millions d'euros est en progression de 31 millions d'euros par rapport à fin juin 2016 (soit +10,9 %) :

- La direction numérique a pour mission de contribuer au développement de l'activité numérique des branches du Groupe, son chiffre d'affaires progresse de 12 millions d'euros par rapport à fin juin 2016. Cette évolution s'explique par la progression de 8 % sur les ventes en ligne du site www.laposte.fr portée par les ventes du Courrier, la progression du chiffre d'affaires Digiposte et la facturation de prestations internes vis-à-vis des autres entités du Groupe. Ces refacturations sont en progression de 10 millions d'euros en lien avec l'accroissement des projets transverses dans le périmètre de la direction numérique.
- Docapost propose différents services comme la création de plateformes numériques, la dématérialisation, la gestion d'opérations de vote interne en ligne, la sécurisation des échanges électroniques, des solutions de e-paiement.

Elle s'est engagée depuis 2016 sur la transformation numérique de ces activités afin d'accompagner ses clients et notamment le Groupe La Poste.

Le chiffre d'affaires de Docapost atteint 239 millions d'euros à fin juin 2017, en progression de 23 millions d'euros par rapport à juin 2016, soit +10,6 %. Cette progression est portée notamment par les acquisitions réalisées en 2016 (Docapost Fast et Applicam) et celles intervenues sur le premier semestre 2017 (Ametix et Localéo) avec pour impact +16 millions d'euros.

On enregistre par ailleurs une bonne activité sur les activités numériques hors effet périmètre principalement sur les plateformes digitales et la gestion de la relation clients pour 4 millions d'euros. Une bonne dynamique sur l'activité Maileva constituée de la gestion documentaire et archivage pour 2 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires du pôle Mediapost Communication de 44 millions d'euros est en recul de 4 millions d'euros soit (-8,1 %) par rapport à fin juin 2016. La consolidation en 2017 de la société Probayes acquise en 2016, conduit à un effet périmètre de +1 million d'euros, tandis que l'on observe un recul sur le chiffre d'affaires de l'activité display du pôle Média (-

1,7 millions d'euros) et celui de Médiapost publicité (-2,1 millions d'euros) par rapport à fin juin 2016.

3.6.2 Résultat d'exploitation

Les charges de la branche numérique sont en augmentation de 38 millions d'euros. Cette évolution est liée au développement des projets numériques (PPC Connaissance Clients ...).

Le résultat d'exploitation de la branche numérique à fin juin 2017 est en retrait de 6,3 millions d'euros par rapport à fin juin 2016. L'impact des effets périmètre sur le résultat d'exploitation est favorable soit + 3 millions d'euros pour Docapost.

3.7 Autres Secteurs

3.7.1 L'Immobilier

Le secteur Immobilier correspond à la filiale Poste Immo et à la Direction de l'Immobilier de La Poste maison mère.

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	415	418	-3	-0,7
<i>dont CA hors Groupe</i>	8	5	+2	+43,5
Charges opérationnelles courantes	-410	-406	-4	+1,0
Résultat de cession	-4	-6	+2	-30,5
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	6	-6	-96,6
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	0	1	-0	-4,5
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	1	6	-6	-89,0
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>0,2 %</i>	<i>1,5 %</i>		<i>-1,3 pt</i>

Le chiffre d'affaires de l'Immobilier s'élève à 415 millions d'euros, en baisse de -3 millions d'euros, soit -0,7% par rapport à juin 2016, la baisse des facturations intragroupe (5 millions d'euros) étant partiellement compensée par une progression des facturations auprès des clients externes au Groupe (+2 millions d'euros).

La baisse des produits internes s'explique principalement par une baisse des loyers facturés aux clients du Groupe, traduisant la poursuite des efforts d'optimisation et de réduction des surfaces par les branches du Groupe.

Dans le cadre de l'élargissement de ses activités, Poste Immo a poursuivi le déploiement d'opérations de développement et de co-promotion externes pour valoriser son parc, contenir la vacance et contribuer à la génération de revenus à moyen terme pour le Groupe, incluant entre autres les opérations de restructuration en cours des immeubles La Boétie et Louvre.

Le résultat d'exploitation, après quote part des résultats des sociétés sous contrôle conjoint, s'élève à 1 million d'euros, en baisse de 6 millions d'euros par rapport à juin 2016, le résultat de cessions étant moins défavorable par rapport à juin 2016, grâce à la cession du site Observatoire en mars 2017, venant majoritairement compenser les mises aux rebus liées au projet La Poste du Louvre.

3.7.2 Supports et structures

Le secteur 'Supports et structures' correspond aux coûts du siège et aux directions Supports (principalement Informatique, Gestion de parc de véhicules, Activités sociales et Approvisionnements) qui refacturent leurs prestations aux autres branches d'activité.

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation	
			vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	379	363	+16	+4,5
Charges opérationnelles	-467	-431	-35	+8,2
Résultat d'exploitation avant quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-87	-68	-19	+27,7
Quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	-0	-0	+0	-18,4
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES SOUS CONTRÔLE CONJOINT	-88	-69	-19	+27,6

Les produits opérationnels s'établissent à 379 millions d'euros au premier semestre 2017 dont :

- 358 millions d'euros pour les produits intragroupe résultant de la facturation des prestations fournies aux autres branches d'activité par les Supports et les centres de services 'facturants' du Siège. Les prix unitaires sont fixés préalablement à l'exercice par convention de service et la facturation dépend des volumes réalisés ;
- 22 millions d'euros de frais de siège Groupe supportés par les filiales (management fees).

L'augmentation des facturations du Siège s'élève à 16 millions d'euros et s'explique principalement par la refacturation du Village La Poste aux branches, 2 millions d'euros sur le secteur Approvisionnement du fait notamment de l'activité habillement et 2 millions d'euros correspondant notamment à la progression des coûts liés à la croissance du parc de véhicules électriques (loyers, entretien, location de batterie et dotations aux amortissements).

Hors impact Village La Poste National et Régional, les charges d'exploitation du Siège du Groupe diminuent de 7 millions d'euros.

3.7.3 Charges non affectées

(en millions d'euros)	2017.06	2016.06	Variation	
			vs N-1	
			(en M€)	(en %)
Coût net de la présence territoriale	-299	-287	-12	+4,2
Autres charges opérationnelles	-56	-73	+17	-22,9
RESULTAT D'EXPLOITATION	-355	-360	+5	-1,4

Le secteur 'Non affecté' comprend les coûts de la mission d'accessibilité du service universel postal, les coûts de la mission d'aménagement du territoire, l'abattement sur la fiscalité locale correspondant et enfin les charges transitoires liées aux dispositifs de fin de carrière considérés comme transverses au Groupe et donc non affectées aux branches.

4. Autres agrégats-clés du compte de résultat

4.1 Résultat financier

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Charge nette d'intérêt	-79	-71	-8	+10,8
Variation de 'juste valeur' y compris spread de crédit de la dette	4	-8	+11	n.s.
Coût de l'endettement financier net	-75	-79	+3	-4,4
Autres éléments du résultat financier	-6	-13	+7	-55,7
RESULTAT FINANCIER	-81	-92	+11	-11,7

Le résultat financier s'améliore de 11 millions d'euros au premier semestre 2017 par rapport au premier semestre 2016 et atteint -81 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net qui diminue de 3 millions d'euros s'établit à -75 millions d'euros :

- ✓ La charge nette d'intérêts financiers qui est de -79 millions d'euros progresse de 8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 sous les effets combinés :
 - d'une hausse des charges d'intérêts sur opérations de financement de 5 millions d'euros induite par une hausse de la dette obligataire du Groupe consécutive notamment à une émission hybride via un placement privé de 500 millions de dollars (470 millions d'euros) de titres subordonnés RegS réalisée en novembre 2016 qui a généré sur le semestre une charge d'intérêt additionnelle de 7 millions d'euros. Cette hausse est partiellement compensée par le remboursement en décembre 2016 d'une dette de 200 millions de livres sterling (291 millions d'euros après swap) qui génère une baisse de la charge d'intérêt de 0,7 millions d'euros. Le coût moyen de la dette estimé est de 2,60 % à fin juin 2017, contre 2,47 % à fin juin 2016 ;
 - d'une diminution des produits de trésorerie de 2 millions d'euros qui s'établissent à 3 millions d'euros à fin juin 2017 dans un contexte de taux courts négatifs et sur la base d'une trésorerie excédentaire comparable.
- ✓ La variation de juste valeur sur le premier semestre 2017 de la dette en option juste valeur et des dérivés adossés à cette dette, qui correspond à un produit de 4 millions d'euros sur le premier semestre 2017, génère un écart favorable de 11 millions d'euros par rapport à fin juin 2016. La variation de juste valeur de la dette «partie spread» est désormais comptabilisée directement dans les capitaux propres (application de la norme IFRS9).

Les autres éléments du résultat (charge de 6 millions d'euros à fin juin 2017), diminuent de 7 millions d'euros par rapport à juin 2016. Ils correspondent essentiellement à la charge de désactualisation de la dette sociale (charge de 8 millions d'euros à fin juin 2017, en diminution de 6 millions d'euros par rapport à fin juin 2016).

4.2 Résultat net part du Groupe

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Produits opérationnels	11 905	11 770	+134	+1,1
Charges opérationnelles	-11 143	-10 915	-228	+2,1
Résultat d'exploitation	761	855	-94	-11,0
Quote part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	-1	-3	+3	-81,5
REX après quote part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	761	852	-91	-10,7
Résultat financier	-81	-92	+11	-11,7
Résultat courant avant impôt	680	760	-81	-10,6
Impôt sur le résultat	-170	-148	-21	+14,5
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	150	88	+63	+71,3
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	660	700	-40	-5,7
Résultat net part du Groupe	642	675	-33	-4,9
Intérêts minoritaires	18	24	-6	-26,4

Le résultat net part du Groupe s'établit à 642 millions d'euros à fin juin 2017. Il est en baisse de 33 millions d'euros par rapport à juin 2016.

Le résultat courant avant impôts, qui intègre une dégradation du résultat d'exploitation après quote-part du résultat net des sociétés sous contrôle conjoint de 91 millions d'euros et un résultat financier qui s'améliore de 11 millions d'euros est en retrait de - 81 millions d'euros. Il s'établit ainsi à 680 millions d'euros.

La charge d'impôt du Groupe qui est de 170 millions d'euros augmente de 21 millions d'euros, dont une hausse de 94 millions d'euros de la charge d'impôt différé partiellement amoindrie par une baisse de la charge d'impôt courant de 72 millions d'euros.

La quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence s'établit à 150 millions d'euros à fin juin 2017. Elle progresse par rapport à juin 2016 de +63 millions d'euros dont 46 millions d'euros qui proviennent de la contribution de CNP Assurances que le Groupe détient à hauteur de 20,15 % et 19 millions d'euros qui proviennent de la contribution de BRT que le Groupe détient à 37,5% depuis janvier 2017.

5. Endettement et solidité financière

Les tableaux présentés ci-dessous sont aménagés pour prendre en compte la coexistence d'activités bancaires et d'activités industrielles et commerciales au sein d'un même groupe et donner une appréciation plus économique de leur contribution respective à la génération de trésorerie du Groupe.

La Poste, en tant que maison mère du Groupe, assure en effet le financement des activités industrielles et commerciales et les besoins en fonds propres de La Banque Postale. Dans ce cadre, La Banque Postale, bien que consolidée par intégration globale, est appréhendée ci-dessous au travers des dividendes qu'elle distribue à sa maison mère, considérés comme les flux de trésorerie qui restent disponibles pour le Groupe, une fois satisfaites les obligations réglementaires en termes de fonds propres.

Ainsi, la dette nette du Groupe ne prend pas directement en compte La Banque Postale pour laquelle ce concept n'est pas pertinent. La dette nette du Groupe varie donc essentiellement en fonction des éléments suivants :

- La capacité des activités industrielles et commerciales à dégager des flux de trésorerie disponibles excédentaires (Excédent brut d'exploitation, variations du besoin en fonds de roulement, investissements et croissance externe éventuelle) ;
- Les dividendes versés par La Banque Postale à La Poste (dont les coupons des titres hybrides AT1) ou provenant des entités mises en équivalence et inversement les augmentations de capital éventuelles dans ces entités;
- La charge d'impôt sur les sociétés résultant notamment du groupe d'intégration fiscale constitué entre La Poste et ses filiales ;
- Le coût des capitaux employés par la Poste, mesuré au travers des intérêts versés sur la dette nette et des dividendes versés à ses actionnaires.

5.1 Variation de la Dette Nette

5.1.1 Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles sont en hausse de 499 millions d'euros par rapport à juin 2016, notamment sous l'effet de la monétisation des créances sur CICE générées en 2015 et en 2016:

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Excédent Brut d'Exploitation (Hors Banque)	599	613	-13	-2,2
Dividendes recus de LBP et des Sociétés Mises en Equivalence	319	321	-3	-0,9
Variation du besoin en fonds de roulement	-122	-88	-35	+39,7
CICE généré au cours de la période	-195	-168	-27	+15,8
Impôts payés (net de CICE imputé et monétisé)	565	-15	+579	n.s.
Autres éléments des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	-5	-1	-3	n.s.
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	1 161	662	+499	+75,4

Au cours de ce premier semestre, le périmètre Hors Banque, dont le chiffre d'affaires a progressé de 271 millions d'euros essentiellement sous l'impulsion de GeoPost pour s'établir à 10 740 millions d'euros a enregistré une hausse de son résultat d'exploitation de 5 millions d'euros notamment sous l'incidence favorable des éléments non cash du résultat d'exploitation qui s'améliorent de 18 millions d'euros. L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) hors Banque diminue ainsi de 13 millions d'euros à fin juin 2017, et s'établit à 599 millions d'euros. Cette baisse de l'EBE hors banque est notamment marquée par une diminution de 58 millions d'euros pour la branche Services-Courrier-Colis qui subit au cours de ce premier semestre l'incidence de la baisse des volumes de courrier. L'EBE de GeoPost qui a progressé de 23 millions d'euros au cours de la période compense en partie cette baisse.

Le CICE généré au cours de la période, intégré à l'EBE mais neutralisé dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, a progressé de 27 millions d'euros sous l'effet du renforcement du taux de CICE (7% en 2017). Il a atteint 195 millions d'euros au 30 juin 2017.

Les dividendes reçus de La Banque Postale et des sociétés mises en équivalence baissent globalement de 3 millions d'euros, la baisse provenant essentiellement des dividendes reçus de La Banque Postale (312 millions d'euros au lieu de 318 millions d'euros reçus en 2016).

La variation de BFR, qui induit une consommation de trésorerie de 122 millions d'euros à fin juin 2017, est en écart défavorable de 35 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, avec en particulier un écart de 137 millions d'euros portant sur les services financiers.

Le flux net d'impôts et de CICE imputé et monétisé de 565 millions d'euros à fin juin 2017 correspond à :

- A l'impôt net encaissé de 20 millions d'euros. Il est en écart favorable de 114 millions d'euros par rapport à juin 2016, l'écart provenant notamment de l'incidence de la liquidation de l'impôt dû au titre de l'exercice 2016
- Au CICE imputé sur l'impôt et monétisé de 545 millions d'euros, en écart favorable de 465 millions d'euros par rapport à l'année 2016. Outre la part de CICE imputé sur les versements d'acomptes et liquidation impôt de l'année précédente en écart défavorable de 227 millions d'euros, le groupe a bénéficié au cours du premier semestre 2017 de la restitution du solde de la créance de CICE généré en 2013 pour un montant de 159 millions d'euros et a procédé à la monétisation de ses créances sur CICE générées en 2015 et 2016 pour un montant global de 533 millions d'euros.

5.1.2 Flux de trésorerie des activités d'investissement hors Banque

Les flux nets de décaissements au titre des investissements hors Banque s'élèvent à 982 millions d'euros à fin juin 2017, soit une consommation de trésorerie supérieure de 511 millions d'euros à celle de juin 2016, avec notamment des acquisitions de filiales pour 558 millions d'euros soit 459 millions d'euros de plus qu'en juin 2016, et une progression des achats d'actifs financiers de 62 millions d'euros.

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Achats d'actifs incorporels et corporels	-436	-401	-35	+8,8
Achats d'actifs financiers	-76	-15	-62	n.s.
Cession d'actifs	88	44	+44	+98,1
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-558	-99	-459	n.s.
Cessions de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	0	-1	+2	n.s.
FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT HORS BANQUE	-982	-471	-511	n.s.

5.1.2.1 Achats d'actifs corporels et incorporels

Les achats d'actifs corporels et incorporels sont en hausse de 35 millions d'euros par rapport à juin 2016. La hausse des investissements réalisés au cours du premier semestre 2017 de 28 millions d'euros, portant notamment sur les dépenses engagées par le pôle Immobilier est partiellement atténuée par la hausse des dettes de fournisseurs d'immobilisations de 74 millions d'euros en écart favorable de 7 millions d'euros par rapport à juin 2016.

Les achats d'actifs incorporels et corporels se répartissent par branche comme indiqué ci-dessous :

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Services - Courrier - Colis	-90	-99	+9	-8,8
GeoPost	-82	-63	-19	+29,5
Réseau La Poste	-13	-23	+10	-44,3
Numérique	-34	-33	-1	+3,6
Immobilier	-153	-107	-47	+43,6
Supports & Autres	-64	-76	+12	-15,8
Achat d'actifs incorporels et corporels	-436	-401	-35	+8,8
Variation des fournisseurs d'immobilisations	74	66	+7	+11,0
INVESTISSEMENTS REALISES HORS BANQUE	-362	-334	-28	+8,4

La hausse des 35 millions d'euros des achats d'actifs incorporels et corporels se décompose de la manière suivante :

- La branche Services – Courrier – Colis : 90 millions d'euros d'acquisitions décaissées en baisse de 9 millions d'euros:
 - ✓ Courrier maison mère : 63 millions d'euros, en baisse de 9 millions d'euros par rapport à juin 2016, dont 4 millions d'euros provenant d'une baisse des dettes de fournisseurs d'immobilisations, et 3 millions d'euros correspondant au développement des systèmes d'informations ;
 - ✓ Colis : 11 millions d'euros pour le premier semestre 2017 en hausse de 1 millions d'euros, décaissements en hausse de 1 million d'euros avec des investissements quasi stables ;
 - ✓ Filiales Courrier : 16 millions d'euros, en baisse de 1 millions par rapport à juin 2016. Les investissements des filiales publicitaires sont en baisse de 2 millions d'euros, portée par la mécanisation de Mediapost France. Les investissements des filiales des nouveaux services augmentent de 1 million d'euros, principalement du matériel de production de recyclage de papiers.
- GeoPost : 82 millions d'euros, soit une hausse de 19 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016. La hausse des CAPEX de l'année 2017 provient notamment d'une hausse des investissements au Benelux (+14 millions sur le projet hub Best) et le rachat d'une franchise Interlink en Grande Bretagne (+3 millions)
- Réseau : 13 millions d'euros d'acquisitions, en baisse de 10 millions d'euros notamment induite par une diminution des dettes de fournisseurs d'immobilisations (9 millions d'euros). La baisse provient notamment de retard dans les projets NABANCO et BOLOCO ;
- Numérique : 34 millions d'euros, en hausse de 1 millions d'euros par rapport à juin 2016,

avec une progression de 7 millions d'euros sur la numérique maison mère. Cette hausse s'explique par un décaissement au premier semestre 2017 de CAPEX liés à 2016 et un report de projets du premier semestre 2017 au semestre prochain. Par ailleurs, Docapost enregistre une baisse de 7 millions de ses CAPEX qui est lié à la volonté de la direction d'améliorer sa trésorerie ;

- Immobilier : 153 millions d'acquisitions, en hausse de 47 millions d'euros, principalement induite par les investissements réalisés dans le réseau des BP notamment les projets Opale (+ 24 millions d'euros), Louvre (+ 7 millions d'euros), et Boétie (+ 4 millions d'euros). La hausse des produits de cession est liée à la cession du site Observatoire en mars 2017 ;
- Supports et autres : 64 millions d'euros, en baisse de 12 millions d'euros dont 10 millions provenant des acquisitions de véhicules, notamment des véhicules commandés fin 2016 et livrés en 2017. Cette baisse provient essentiellement de l'acquisition de nombreux véhicules électriques à fin juin 2016 tandis qu'au premier semestre 2017, l'acquisition des véhicules électriques a été reportée afin de pouvoir bénéficier des modèles de dernière génération (Kangoo ZE) ;

Les locations financières ne sont pas prises en compte dans ce tableau, conformément à la norme IAS 7.

5.1.2.2 **Achats d'actifs financiers**

Les achats d'actifs financiers (dépôts de garantie et titres de participation) ne comprennent pas les 'Placements de trésorerie à plus de 3 mois' (respectivement 620 millions d'euros et 470 millions d'euros à fin juin 2017 et fin juin 2016). Les achats d'actifs financiers réalisés à fin juin 2017 s'élèvent à 76 millions d'euros, en hausse de 62 millions d'euros par rapport à fin juin 2016.

Les achats d'actifs financiers ont été réalisés principalement par GeoPost avec 33 millions d'euros (DPD-SPSR notamment), ainsi qu'un financement de La Poste Mobile par La Poste SA : augmentation de capital de 20 millions d'euros et augmentation des fonds mis à disposition en compte courant de 9 millions d'euros.

5.1.2.3 **Acquisitions et croissance externe**

Les acquisitions à fin juin 2017, sous déduction de la trésorerie acquise, s'élèvent à 558 millions d'euros.

Elles ont principalement été réalisées par GeoPost pour un total de 433 millions d'euros avec notamment l'acquisition en janvier 2017 de 37,5% des titres composant le capital de la société BRT en Italie. Un premier acompte de 40 millions d'euros avait été versé en septembre 2016.

La branche services-courrier-colis a également procédé à des acquisitions de croissance externe pour un montant de 105 millions d'euros correspondant à la prise de participation de 51% dans le capital d'Asten Santé.

Avec sa prise de participation majoritaire dans le capital d'Ametix, la branche Numérique a également procédé à des acquisitions pour un montant de 18 millions d'euros.

5.1.2.4 **Cessions d'actifs**

Les cessions d'actifs, à 88 millions d'euros, sont en augmentation de 44 millions d'euros à celles de juin 2016. Les cessions d'actifs couvrent notamment les ventes de véhicules du Groupe (9 millions d'euros) et les cessions d'immeubles du parc immobilier de La Poste pour 71 millions d'euros, en hausse de 45 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016.

5.1.3 Indicateur de Santé Economique

L'indicateur de Santé Economique (ISE) est un indicateur de gestion destiné à mesurer la capacité du Groupe à financer sa croissance externe au moyen de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle de la période, et après rémunération des apporteurs de capitaux.

Les indicateurs entrant dans la composition de l'ISE sont présentés en détail dans le tableau ci-dessous.

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
<i>(en millions d'euros)</i>			<i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Excédent Brut d'Exploitation	599	613	-13	-2,2
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	319	321	-3	-0,9
Impôts sur les bénéfices	20	-94	+114	n.s.
Intérêts financiers nets versés	-28	-29	+1	-3,5
Autres éléments du flux de trésorerie des opérations	-5	-1	-3	n.s.
Flux de trésorerie des opérations	906	810	+96	+11,9
Variation de BFR	-122	-88	-35	+39,7
CICE généré et imputé	350	-89	+438	n.s.
Achats d'actifs incorporels et corporels (nets cessions VHP)	-427	-390	-37	+9,5
Flux de trésorerie disponible d'exploitation	706	243	+463	n.s.
Dividendes versés	-172	-173	+0	-0,1
INDICATEUR DE SANTE ECONOMIQUE	534	70	+464	n.s.

L'ISE du premier semestre 2017 est de 534 millions d'euros, Il progresse de 464 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016 sous l'effet principalement du solde net de CICE imputé et généré qui augmente de 438 millions d'euros, incluant notamment la monétisation des soldes de CICE générés en 2015 et 2016 pour un montant de 533 millions d'euros, ainsi que les flux d'impôts sur les bénéfices qui ont progressé de 114 millions d'euros sous l'effet d'une incidence favorable en 2017 de la liquidation d'impôt sur les bénéfices 2016. La variation de besoin en fonds de roulement induit en revanche un écart défavorable de 35 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016.

5.1.4 Variation de la dette nette

La dette nette du Groupe a augmenté de 106 millions d'euros au cours du premier semestre 2017, passant de 3 719 millions d'euros à 3 826 millions d'euros

Les flux de trésorerie disponible, demeurent globalement stables à fin juin 2017 (179 millions d'euros). Ils ont baissé de 12 millions d'euros par rapport à juin 2016, avec toutefois une progression des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelle de 499 millions d'euros, provenant notamment de la monétisation des créances de CICE générées en 2015 et en 2016 pour un montant global de 533 millions d'euros, et une hausse de la consommation de trésorerie portant

sur les activités d'investissement de 511 millions d'euros, dont 521 millions d'euros de hausse des opérations de croissance externe sur le premier semestre 2017.

Les dividendes versés par le Groupe (172 millions d'euros y compris intérêts versés aux minoritaires), la charge nette d'intérêt financiers (28 millions d'euros) et la variation des intérêts courus non échus (51 millions d'euros), globalement au niveau du premier semestre 2016, contribuent en complément à un accroissement de la dette nette qui augmente ainsi de 106 millions d'euros.

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
<i>(en millions d'euros)</i>				
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	1 161	662	+499	+75,4
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-982	-471	-511	n.s.
Flux de Trésorerie Disponible	179	191	-12	-6,1
Dividendes versés	-172	-173	+0	-0,1
Intérêts financiers nets versés	-28	-29	+1	-3,5
Flux net de trésorerie disponible	-21	-10	-11	n.s.
Augmentation de Capital	0	-6	+6	-100,0
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute	-7	2	-9	n.s.
Rachat d'intérêts minoritaires	-12	-7	-5	+76,4
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	4	-7	+10	n.s.
Augmentation des dettes de location financement	-20	-6	-14	n.s.
Variation des ICNE sur instruments financiers	-51	-43	-8	+18,0
Autres éléments	2	-2	+4	n.s.
VARIATION DE LA DETTE NETTE (*)	-106	-80	-27	+33,5

(*) : "-": augmentation / "+": diminution

5.2 Variation de trésorerie

La trésorerie du Groupe La Poste est passée de 2 152 millions d'euros à l'ouverture à 2 494 millions d'euros à fin juin 2017, soit une augmentation de 343 millions d'euros qui provient principalement des éléments suivants :

- Un flux net de trésorerie disponible négatif de 21 millions d'euros ;
- Une génération de trésorerie provenant des emprunts pour un montant net de 39 millions d'euros dont principalement 50 millions d'euros provenant de la hausse de l'encours des billets de trésorerie (encours de 50 millions d'euros à fin juin 2017) ;
- Une variation des actifs financiers de gestion de trésorerie de - 150 millions d'euros provenant de la souscription nette de comptes à terme débloqués à plus de trois mois pour un montant de 30 millions d'euros, de la souscription nette d'OPCVM pour un montant de 80 millions d'euros et de la souscription de titres de créances négociables pour un montant de 140 millions d'euros, partiellement compensés par l'arrivée à échéance d'un actif financier à plus de trois mois pour un montant de 100 millions d'euros ;
- Une consommation des autres flux liés aux opérations de financement de 59 millions d'euros provenant pour l'essentiel d'une diminution des dépôts et cautionnements reçus de 80 millions d'euros (collatéral reçu),
- Une contribution des flux de trésorerie intragroupe avec La Banque Postale de 547 millions d'euros principalement due à l'évolution du solde des comptes La Poste SA ouverts à La Banque Postale en position à découvert de - 105 millions d'euros à fin juin 2017 pour une position excédentaire à + 321 millions d'euros à fin 2016, ainsi qu'à l'enregistrement de billets de trésorerie détenus par la banque Postale à fin juin 2017 pour un montant de 100 millions d'euros. On note également une augmentation de la dette vis-à-vis de La Banque Postale au titre de la position globale des 'dettes / créances' intragroupe de 18 millions d'euros.

Les 'autres éléments' du tableau de trésorerie portent principalement la variation des locations financements

	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.06	Variation	
			vs n-1	
(en millions d'euros)			(en M€)	(en %)
Flux net de trésorerie disponible	-21	-10	-11	n.s.
Augmentation de Capital	-0	-6	+6	-99,9
Variation de trésorerie provenant des emprunts	39	-525	+564	n.s.
Variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	-150	171	-321	n.s.
Autres flux liés aux opérations de financement	-59	-21	-38	n.s.
Flux de trésorerie Intragroupe	547	40	+507	n.s.
Autres éléments	-13	-12	-1	+4,4
Variation de la trésorerie	343	-363	+706	n.s.
Trésorerie à l'ouverture	2 152	2 457	-305	-12,4
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 494	2 093	+401	+19,2

5.3 Décomposition de l'endettement financier

5.3.1 Endettement brut

L'endettement brut du Groupe a diminué de 3 millions d'euros au cours du premier semestre 2017. Il est désormais de 6 897 millions d'euros.

Le détail de l'endettement brut du Groupe à fin juin 2017 et à fin décembre 2016 est donné ci-dessous :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Obligations	5 788	5 828	-40	-0,7
Obligations Court terme	1 117	613	+504	+82,2
Obligations Moyen et long terme	4 671	5 215	-544	-10,4
Bons La Poste	57	57	-1	-1,6
Bons La Poste Court terme	57	57	-1	-1,6
Bons La Poste Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Billets de trésorerie	50	0	+50	-
Billets de trésorerie Court terme	50	0	+50	-
Billets de trésorerie Moyen et Long terme	0	0	+0	-
Dépôts et cautionnements recus	178	258	-80	-31,0
Dépôts et cautionnements recus Court terme	152	231	-80	-34,4
Dépôts et cautionnements recus Moyen Long terme	26	27	-1	-2,2
Interêts courus	145	113	+32	+28,1
Interêts courus	145	113	+32	+28,1
Autres	680	643	+37	+5,7
Autres Court terme	68	49	+19	+38,6
Autres Moyen Long terme (*)	612	594	+18	+3,0
ENDETTEMENT BRUT	6 897	6 900	-3	-0,0
Endettement Brut Court terme	1 588	1 064	+524	+49,3
Endettement Brut Moyen Long terme	5 309	5 836	-527	-9,0

(*) Dont 437 millions d'euros de dette subordonnée

La dette obligataire brute de La Poste est constituée au 30 juin 2017 de 14 emprunts à taux fixe d'origine, variabilisés pour certains, puis refixés le cas échéant en fonction des anticipations de remontée des taux.

Les principaux mouvements portant sur la dette brute du Groupe sont les suivants:

- Baisse des emprunts obligataires de 40 millions d'euros du fait de la variation de juste valeur des dettes comptabilisées en option juste valeur. La dette obligataire du Groupe à fin juin 2017 s'établit à 5 788 millions d'euros ;

- Billets de trésorerie en hausse de 50 millions d'euros suite à l'émission de billets à échéance au deuxième semestre 2017. Le montant total de billets de trésorerie émis par le Groupe au cours du premier semestre est de 150 millions d'euros, dont 100 millions d'euros ont été conservés par la Banque Postale dans ses livres et ne figurent pas en dette brute du Groupe. L'encours des billets de trésorerie était nul à fin décembre 2016 ;
- Dépôts et cautionnements reçus en diminution de 80 millions pour s'établir à 178 millions d'euros suite à la baisse du collatéral reçu sur le portefeuille de dérivés ;
- Intérêts courus non échus qui s'établissent à 145 millions d'euros, en variation de 32 millions d'euros par rapport à décembre 2016.
- Les autres dettes composées principalement des dettes de location-financements, des concours bancaires, des instruments dérivés passifs et d'une dette subordonnée de 437 millions d'euros (valeur nominale de 500 millions de dollars US) augmentent de 37 millions d'euros au total avec :
 - o une hausse de la juste valeur passif du swap de devise Euro / Dollar US adossé à la dette en dollar US de + 36 millions d'euros compensée par la baisse de la valeur euro de la dette en dollar US (dette subordonnée) de – 36 millions d'euros (effet de change);
 - o une hausse des concours bancaires courants (+ 27 millions d'euros) ;
 - o une hausse des dettes de location financements de 9 millions d'euros.

Le coût de la dette à 1 an s'établit à 2,60 % à fin juin 2017 (2,47 % à fin juin 2016). Projeté sur les prochaines années le coût moyen de la dette à 4 ans s'établit à 2,75 % à fin juin 2017 (2,66 % à fin juin 2016)

5.3.2 Endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 30 juin			
	2017.06	2016.12	Variation	
			<i>vs n-1</i> <i>(en M€)</i>	<i>(en %)</i>
Dette brute à la clôture	6 897	6 900	-3	-0,0
Trésorerie	-2 494	-2 152	-343	+15,9
Autres éléments d'actif	-577	-1 028	+452	-43,9
ENDETTEMENT NET FIN DE PERIODE	+3 826	3 719	+106	+2,9

L'endettement net du Groupe s'élève à 3 826 millions d'euros à fin juin 2017, en hausse de 106 millions d'euros par rapport à décembre 2016.

Les autres éléments d'actifs correspondent :

- Aux placements supérieurs à 3 mois : ils s'élèvent à 620 millions d'euros à fin juin 2017 et sont en hausse de 150 millions d'euros depuis le 1^{er} janvier;

- Aux dérivés actifs associés à la dette (juste valeur de 188 millions d'euros à fin juin 2017 en baisse de 55 millions d'euros);
- A la situation financière nette envers La Banque Postale, en position débitrice de 231 millions d'euros. Cette situation financière nette envers La Banque Postale a globalement diminué de 547 millions d'euros au cours du premier semestre 2017, du fait principalement d'un position à découvert de 105 millions d'euros à fin juin 2017 à comparer à une position excédentaire fin décembre 2016 de 321 millions d'euros.

5.4 Capitaux propres et structure financière

Exercice clos le 30 juin

(en millions d'euros)	2017.06	2016.12	Variation	
			vs n-1 (en M€)	(en %)
Capitaux Propres Part du Groupe (ouverture)	10 917	9 723	+1 194	+12,3
Augmentation de capital	0	-0	+0	n.s.
Résultat net part du Groupe	642	849	-207	-24,4
Distribution de dividendes	-171	-171	-0	+0,0
Résultat latent sur instruments financiers	-54	270	-324	n.s.
Ecart de conversion	-48	20	-68	n.s.
Ecarts actuariels	42	35	+8	+0,2
Autres éléments	-28	191	-219	n.s.
Capitaux Propres Part du Groupe (clôture)	11 301	10 917	+383	+3,5
Interêts minoritaires	96	116	-20	-17,0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (CLOTURE)	11 397	11 033	+364	+3,3

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 11 397 millions d'euros à fin juin 2017, soit une progression de 364 millions d'euros.

5.5 Notation financière

Les notations de La Poste et de La banque Postale demeurent inchangées au 30 juin 2017.

Notation de La Poste

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Poste	Fitch Ratings	A+	F1	Stable	13 décembre 2016
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	25 octobre 2016

Notation de La Banque Postale

Société	Agences	Notation Long Terme	Notation Court Terme	Perspective	Dernière révision
La Banque Postale	Fitch Ratings	A-	F1	Stable	25 avril 2017
	Standard and Poor's	A	A-1	Stable	26 octobre 2016

6. Perspectives et évènements post clôture

6.1 Perspectives

Le Groupe anticipe pour l'année 2017 une légère croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat d'exploitation, dans un contexte de taux d'intérêt bas persistant et de dématérialisation continue des échanges. La génération de trésorerie devrait rester positive.

Dans un contexte macroéconomique encore peu porteur, le Groupe poursuivra au second semestre son développement sur l'ensemble de ses métiers, portés par la croissance du e-commerce, de la digitalisation des échanges, de l'essor des services de proximité.

Générateur de lien social, Le Groupe La Poste démontre sa capacité à se transformer et s'adapter aux évolutions sociétale (société numérique, vieillissement de la population), pour devenir l'un des leaders des services de proximité, utile et au service de tous.

6.2 Evènements post clôture

Néant.



**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
AU 30 JUIN 2017**

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat	68
État du résultat global	69
Bilan	70
Variation des capitaux propres	72
Tableau des flux de trésorerie	75

GENERALITES

Note 1	Évènements significatifs du semestre	76
1.1	Émission obligataire de La Banque Postale	76
1.2	Principales évolutions du périmètre de consolidation	76
Note 2	Règles et méthodes comptables	77
2.1	Référentiel comptable	77
2.2	Bases d'évaluation et recours à des estimations	79
Note 3	Information sectorielle	80

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4	Chiffre d'affaires	82
Note 5	Produit net bancaire	82
Note 6	Achats et autres charges externes	83
Note 7	Charges de personnel et effectifs	83
Note 8	Autres charges et produits opérationnels	84
Note 9	Résultat financier	84
9.1	Coût de l'endettement financier net	84
9.2	Autres éléments financiers	84
Note 10	Impôts sur le résultat	85

NOTES SUR LE BILAN

Note 11	Écarts d'acquisition (goodwill)	86
Note 12	Immobilisations incorporelles et corporelles	87
Note 13	Participations dans les sociétés mises en équivalence	87

Note 14	Autres actifs des activités industrielles et commerciales	88
Note 15	Actifs financiers des activités bancaires	89
Note 16	Provisions pour risques et charges	90
16.1	Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance	90
16.2	Autres provisions pour risques et charges	90
Note 17	Emprunts obligataires et autres dettes financières	91
17.1	Détail des dettes financières	91
17.2	Emprunts obligataires	91
17.3	Instruments dérivés liés à la dette obligataire	92
Note 18	Dettes nettes du Groupe	92
18.1	Situation de la dette nette du Groupe	92
18.2	Évolution de la dette nette du Groupe	93
Note 19	Avantages du personnel	93
Note 20	Passifs financiers des activités bancaires	94
Note 21	Dettes fournisseurs et autres dettes	94

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 22	Informations complémentaires sur les instruments financiers	95
22.1	Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres	95
22.2	Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti	95
22.3	Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan	96
22.4	Exposition aux risques souverains	97
Note 23	Transactions avec les parties liées	98
Note 24	Engagements hors bilan et passifs éventuels	98
Note 25	Évènements postérieurs à la clôture	98

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	S1 2017	S1 2016	2016
Chiffres d'affaires des activités commerciales	4	9 116	8 799	17 696
Produit net bancaire	5	2 789	2 971	5 598
Produits opérationnels		11 905	11 770	23 294
Achats et autres charges	6	(4 377)	(4 093)	(8 548)
Charges de personnel	7	(6 201)	(6 270)	(12 593)
Impôts et taxes	8	(166)	(168)	(230)
Amortissements, provisions et pertes de valeur	8	(502)	(533)	(1 194)
Autres charges et produits opérationnels	8	111	163	297
Résultat des cessions d'actifs		(9)	(13)	(45)
Charges opérationnelles nettes		(11 143)	(10 915)	(22 313)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		761	855	981
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	13	(1)	(3)	(6)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint		761	852	975
Coût de l'endettement financier net		(75)	(79)	(141)
Autres éléments du résultat financier		(6)	(13)	(28)
Résultat financier	9	(81)	(92)	(169)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées		680	760	806
Impôt sur le résultat	10	(170)	(148)	(104)
Quote-part de résultat des autres sociétés mises en équivalence	13	150	88	191
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		660	700	893
Part du Groupe		642	675	849
Part des minoritaires		18	24	44

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Résultat net de l'ensemble consolidé	660	700	893
ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES			
Éléments recyclables			
Variation des résultats latents sur instruments financiers	(56)	159	170
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>	(29)	(117)	(119)
Écart de conversion	(15)	(42)	(25)
<i>Reclassement en résultat net de l'exercice</i>			
Quote part des autres éléments du résultat global des sociétés mises en équivalence	(29)	38	134
<i>Dont - variation des résultats latents sur instruments financiers de la CNP</i>	3	5	90
<i>- autres résultats latents sur instruments financiers</i>	1	(1)	(1)
<i>- réserves de conversion</i>	(33)	34	45
Éléments non recyclables			
Écarts actuariels sur avantages du personnel	42	(29)	29
Variation du risque de crédit associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur	(3)		(7)
Total éléments du résultat global comptabilisés en capitaux propres (nets d'impôts)	(60)	126	301
Résultat global	600	826	1 195
RÉSULTAT GLOBAL PART DU GROUPE	583	793	1 142
Résultat global part des minoritaires	18	33	53

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	NOTE	30/06/2017	31/12/2016
Écarts d'acquisition	11	2 184	2 119
Immobilisations incorporelles	12	932	916
Immobilisations corporelles	12	5 596	5 661
Participations dans les sociétés mises en équivalence	13	3 877	3 426
Autres actifs financiers non courants	14	539	480
Impôts différés actifs		134	239
ACTIF NON COURANT		13 261	12 840
Actifs courants bancaires			
Prêts et créances sur la clientèle	15	81 406	78 784
Prêts et créances sur les établissements de crédit	15	86 506	84 461
Portefeuille de titres	15	53 932	54 799
Autres actifs financiers courants	15	1 389	1 716
Comptes de régularisation	15	1 678	1 497
Caisse, banque centrale	15	2 532	2 732
Autres actifs courants			
Stocks et encours	14	107	97
Créances clients et autres créances	14	3 430	3 886
Autres actifs financiers courants	14	753	609
Créance d'impôt sur les bénéfices		187	354
Autres comptes de régularisation - Actif		101	81
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	2 494	2 152
Actifs destinés à être cédés		137	179
ACTIF COURANT		234 652	231 346
TOTAL ACTIF		247 913	244 186

PASSIF

(en millions d'euros)	NOTE	30/06/2017	31/12/2016
Capital social		3 800	3 800
Prime d'émission		900	900
Réserves		5 047	4 397
Résultat latent sur instruments financiers		1 168	1 222
Écarts actuariels sur avantages du personnel		(108)	(150)
Réserve de conversion		(148)	(101)
Résultat de l'exercice part du Groupe		642	849
Capitaux propres part du Groupe		11 301	10 917
Intérêts minoritaires		96	115
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		11 397	11 033
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17.1	5 309	5 836
Avantages du personnel - dette non courante	19	1 985	2 118
Provisions pour risques et charges non courantes	16.2	309	328
Impôts différés passifs		186	277
PASSIF NON COURANT		7 789	8 560
Provisions pour risques et charges courantes			
Provisions techniques des activités bancaires et d'assurance	16.1	2 616	2 593
Provisions pour risques et charges courantes	16.2	513	567
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17.1	1 588	1 064
Passifs courants bancaires			
Dettes envers les établissements de crédit	20	17 097	19 003
Dettes envers la clientèle	20	182 030	175 669
Dettes représentées par un titre et autres passifs financiers	20	17 036	17 785
Comptes de régularisation	20	2 347	2 203
Autres passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres dettes	21	4 407	4 693
État - Impôt sur les bénéfices		71	47
Avantages du personnel - dette courante	19	747	774
Autres comptes de régularisation - Passif		275	196
PASSIF COURANT		228 727	224 593
TOTAL PASSIF		247 913	244 186

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2017

1^{er} semestre 2017

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2016	3 800	900	849	(101)	767	456	4 247	10 917	115	11 033
Distribution de dividendes			(171)					(171)	(14)	(185)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(34)	(34)	(5)	(39)
Transactions avec intérêts minoritaires							3	3	(20)	(17)
Affectation du résultat 2016			(678)				678			
Résultat global de la période			642	(48)	3	(58)	42	583	18	600
<i>Dont - Résultat net</i>			642					642	18	660
<i>- Ecart actuariels</i>							42	42		42
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(48)	3	(58)		(102)		(102)
Autres							2	2	3	6
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2017	3 800	900	642	(148)	770	398	4 939	11 301	96	11 397

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS 2016

1^{er} semestre 2016

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015	3 800	900	636	(121)	677	275	3 556	9 723	292	10 015
Distribution de dividendes			(171)					(171)	(25)	(196)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							(5)	(5)	(3)	(8)
Transactions avec intérêts minoritaires ^(a)						26	(78)	(52)	(218)	(270)
Affectation du résultat 2015			(465)				465			
Résultat global de la période			675	(8)	5	150	(29)	793	33	826
<i>Dont - Résultat net</i>			675					675	24	700
<i>- Ecart actuariels</i>							(29)	(29)		(29)
<i>- Autres éléments du résultat global</i>				(8)	5	150		146	9	155
Autres							5	5		5
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2016	3 800	900	675	(129)	682	451	3 914	10 293	80	10 373

(a) Dont incidence du rachat des intérêts minoritaires de La banque Postale Prévoyance pour -50 millions d'euros

Exercice 2016

Montants nets d'impôt (en millions d'euros)	Capital social	Prime d'émission	Résultat net non affecté	Réserves de conversion	Résultats latents sur instruments financiers CNP	Autres résultats latents sur instruments financiers	Autres réserves	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres consolidés au 31 décembre 2015	3 800	900	636	(121)	677	275	3 556	9 723	292	10 015
Distribution de dividendes			(171)					(171)	(25)	(196)
Options de rachat d'intérêts minoritaires							271	271	25	296
Transactions avec intérêts minoritaires ^(a)						26	(84)	(58)	(215)	(273)
Affectation du résultat 2015			(465)				465			
Résultat global de la période			849	20	90	154	29	1 142	53	1 195
<i>Dont</i>										
- Résultat net			849					849	44	893
- Ecart actuariel							29	29		29
- Autres éléments du résultat Global				20	90	154		264	8	273
<i>Autres</i>							10	10	(14)	(4)
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016	3 800	900	849	(101)	767	456	4 247	10 917	115	11 033

(a) Dont incidence du rachat des intérêts minoritaires de La banque Postale Prévoyance pour -50 millions d'euros

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2017			S1 2016			2016		
	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale	Groupe	Hors Banque	La Banque Postale
Excédent brut d'exploitation	1 179	599	580	1 271	613	658	2 357	1 142	1 215
Variation des provisions sur actifs circulants et créances irrécouvrables	(76)	(6)	(70)	(78)	(1)	(77)	(199)	(21)	(178)
Produits et charges financières divers	2	2		(1)		(1)	(2)	(2)	
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	1 104	594	510	1 192	611	581	2 156	1 119	1 036
Variation du besoin en fonds de roulement	(114)	(122)	8	(247)	(88)	(160)	(132)	(43)	(89)
CICE de la période (hors provisions)	(196)	(195)	(1)	(169)	(168)	(1)	(338)	(335)	(3)
Variation du solde des emplois et ressources bancaires	2 275	1	2 274	1 090		1 090	6 598		6 598
Impôts payés	129	32	97	(75)	(15)	(61)	(81)	159	(240)
Monétisation CICE	201	533	(332)				154	154	
Dividendes versés par La Banque Postale à La Poste		312	(312)		318	(318)		382	(382)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	121	7	114	110	3	106	119	13	106
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	3 519	1 161	2 357	1 900	662	1 237	8 476	1 448	7 027
Achat d'actifs incorporels et corporels	(532)	(436)	(96)	(496)	(401)	(96)	(1 140)	(917)	(223)
Achat d'actifs financiers	(78)	(76)	(1)	(19)	(15)	(4)	(55)	(52)	(3)
Encaissements générés par les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	84	84		40	40		109	103	6
Encaissements générés par les cessions d'actifs financiers	4	4		4	4		9	9	
Incidence des variations de périmètre	(578)	(558)	(20)	(100)	(100)		(237)	(237)	
Variations des actifs financiers de placement de la trésorerie	(150)	(150)		171	171		21	21	
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	(1 250)	(1 132)	(117)	(400)	(300)	(100)	(1 293)	(1 072)	(221)
Augmentation de capital				(6)	(6)				
Dividendes versés	(185)	(172)	(12)	(195)	(173)	(22)	(197)	(174)	(22)
Intérêts financiers versés	(28)	(28)		(28)	(28)		(145)	(145)	
Encaissements provenant des nouveaux emprunts	207	57	150	500		500	1 078	478	600
Remboursements des emprunts	(18)	(18)		(526)	(526)		(837)	(837)	
Rachat d'intérêts minoritaires	(12)	(12)		(298)	(7)	(292)	(305)	(8)	(297)
Autres flux liés aux opérations de financement	20	(60)	80	(21)	(21)		(68)	(68)	
Flux intragroupe		547	(547)		40	(40)		75	(75)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(15)	314	(330)	(573)	(720)	146	(474)	(680)	207
Diminution (augmentation) de trésorerie des activités bancaires au bilan hors incidence des variations de périmètre	(1 911)		(1 911)	(1 284)		(1 284)	(7 013)		(7 013)
Incidence des variations des cours des devises	(1)	(1)		(5)	(5)				
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	343	343		(363)	(364)		(305)	(305)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2 152	2 152		2 457	2 457		2 457	2 457	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 494	2 494		2 093	2 093		2 152	2 152	

GÉNÉRALITÉS

NOTE 1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DU SEMESTRE

- 1.1 Émission obligataire de La Banque Postale
- 1.2 Principales évolutions du périmètre de consolidation

1.1 Émission obligataire de La Banque Postale

La Banque Postale a procédé en janvier 2017 à une émission obligataire d'un montant de 150 millions d'euros à échéance juin 2028.

Cette opération vise à poursuivre le renforcement des fonds propres de La Banque Postale, en lien avec l'évolution des ratios prudentiels.

1.2 Principales évolutions du périmètre de consolidation

Prise de contrôle de JadLog

GeoPost a acquis fin décembre 2016 une participation de 60% dans la société JadLog, numéro 2 du marché du colis-express au Brésil. Cette acquisition est consolidée par intégration globale à compter du 1^{er} janvier 2017, et a généré un goodwill provisoire de 32 millions d'euros au 30 juin 2017, dont -3 millions d'euros d'écart de conversion.

Prise de participation dans BRT

GeoPost a acquis en janvier 2017 une participation de 37,5% dans BRT, un acteur majeur du marché de l'express en Italie. Cette participation a été mise en

équivalence dans les comptes du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2017 (voir note 13).

Prise de contrôle d'Ametix

Docapost a pris en mars 2017 le contrôle d'Ametix, entreprise spécialisée dans le conseil et l'ingénierie numériques. Le goodwill provisoire généré par cette acquisition s'élève à 15 millions d'euros.

Prise de contrôle d'Asten Santé

La Poste a acquis en juin 2017 une participation majoritaire dans le groupe Asten Santé, un des leaders français du service à la personne à domicile. Cette participation sera consolidée par intégration globale au second semestre 2017 (voir note 14).

Prise de contrôle de Stuart

GeoPost a acquis en mars 2017 la totalité du capital de Stuart, société spécialisée dans la livraison urbaine rapide. Le goodwill provisoire généré par cette acquisition s'élève à 13 millions d'euros.

Acquisition de Domiserve

La Banque Postale a acquis en mars 2017 la totalité du capital de Domiserve, société spécialisée dans l'émission de titres CESU préfinancés et l'organisation de prestations de services à la personne.

Compte de résultat à périmètre et change constants

Le résultat retraité neutralise l'effet de toutes les acquisitions de l'exercice en cours et des acquisitions de l'exercice précédent intervenues en cours de période. Il présente également les transactions en devises de la période comparative au taux moyen de la période en cours.

(en millions d'euros)	Résultat publié		Résultat retraité hors effets périmètre et change	
	S1 2017	S1 2016	S1 2017	S1 2016
Chiffre d'affaires et PNB	11 905	11 770	11 784	11 716
Achats et autres charges	(4 377)	(4 093)	(4 305)	(4 070)
Charges de personnel	(6 201)	(6 270)	(6 157)	(6 256)
Impôts et taxes	(166)	(168)	(166)	(167)
Amortissements et provisions	(502)	(533)	(496)	(533)
Autres charges et produits opérationnels courants	111	163	110	165
Résultat avant impôt des cessions d'actifs	(9)	(13)	(9)	(13)
Charges opérationnelles nettes	(11 143)	(10 915)	(11 023)	(10 874)
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	761	855	761	842
Quote-part de résultat des sociétés sous contrôle conjoint	(1)	(3)	(1)	(3)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION APRÈS QUOTE-PART DE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS SOUS CONTRÔLE CONJOINT	761	852	760	838

NOTE 2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Référentiel comptable
- 2.2 Bases d'évaluation et recours à des estimations

La Poste, société mère du Groupe La Poste (« Le Groupe La Poste » ou « le Groupe »), est, depuis le 1^{er} mars 2010, une Société Anonyme, dont le siège social est situé 9 rue du colonel Pierre Avia à Paris. Elle était avant cette date un exploitant autonome de droit public, déjà soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises commerciales.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe La Poste au 30 juin 2017 sont arrêtés par le Conseil d'administration (séance du 1^{er} août 2017).

2.1 Référentiel comptable

En application du règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés du Groupe La Poste au titre du semestre clos le 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables internationales (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/ind_ex_fr.htm.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2017 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2016.

À l'exception des éléments décrits au paragraphe 2.1.1 ci-dessous, les principes comptables appliqués au 30 juin 2017 sont identiques à ceux retenus au 31 décembre 2016. Ces principes sont exposés en note 2 des états financiers du Groupe au 31 décembre 2016.

2.1.1 Normes et interprétations d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2017

Aucune nouvelle norme ou interprétation n'était d'application obligatoire pour la première fois au 30 juin 2017.

2.1.2 Normes et interprétations d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2017 et non appliquées par anticipation

Le Groupe La Poste n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation dont la date d'application est postérieure au 30 juin 2017, hormis le paragraphe 5.7.7. de la norme IFRS 9, déjà appliqué au 31 décembre 2016.

IFRS 9

La norme IFRS 9 – *Instruments financiers*, adoptée le 22 novembre 2016 par l'Union européenne, remplacera à compter du 1^{er} janvier 2018 la norme IAS 39 – *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Elle définit des nouvelles règles de classement et d'évaluation des instruments financiers, une nouvelle méthodologie de dépréciation des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couvertures affectées.

Les principaux impacts attendus de l'application de cette norme concerneront La Banque Postale et ses filiales. Les impacts sur les autres entités du Groupe seront peu significatifs.

Les principaux changements introduits par cette norme pour l'activité bancaire du Groupe seront les suivants :

Classement et évaluation selon IFRS 9

Selon la norme IFRS 9, les actifs financiers seront classés au coût amorti, à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres (recyclables ou non recyclables) ou en juste valeur par le résultat. La classification d'un actif financier dans chaque catégorie sera effectuée en fonction des modèles de gestion définis par l'entité et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « Prêt basique »).

Les instruments de dette dont les flux contractuels sont uniquement constitués de paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû (critère du « Prêt basique » ou « test SPPI ») seront classés :

- Au coût amorti si l'objectif du modèle de gestion consiste à conserver les actifs financiers pour collecter les flux de trésorerie contractuels
- A la juste valeur par capitaux propres recyclables si l'objectif du modèle de gestion est de détenir les actifs financiers pour collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs.

Tous les instruments de dette qui ne pourront pas être classés au coût amorti ou en juste valeur par les capitaux propres, ou bien qui sont détenus à des fins de transaction, seront classés en juste valeur par le résultat.

Les placements dans des instruments de capitaux propres seront évalués à la juste valeur par le résultat, à l'exception de ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction et pour lesquels la norme offre l'option irrévocable, en date de première comptabilisation de chaque instrument, de les classer en juste valeur par le biais des capitaux propres non recyclables. Dans ce cas, les gains ou les pertes latentes comptabilisés en capitaux propres ne pourront pas être recyclés en résultat en cas de cession.

Au sein du groupe La Banque Postale, en ce qui concerne le critère du « prêt basique », les études ont notamment consisté à analyser par type d'instruments les clauses contractuelles (par exemple les clauses de

remboursement anticipé ou les clauses de passage à taux fixe) pouvant ne pas correspondre uniquement à des paiements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû.

Sur la base de ces études et compte tenu des modèles de gestion existants à ce jour, les principaux reclassements seraient les suivants :

- Pour l'essentiel, les prêts et créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit devraient rester comptabilisés au coût amorti, à l'exception de ceux qui ne respectent pas le critère du « prêt basique » et qui devront être comptabilisés à la juste valeur par le résultat. Ces prêts et créances reclassés concernent des encours peu significatifs.
- Les opérations d'origination de crédits aux collectivités locales éligibles à des cessions vers Caffil classées en prêts et créances selon IAS 39 y compris leur effet couverture de juste valeur seront classées selon un modèle de gestion de type transaction au 1er janvier 2018 dans le cadre de la première application d'IFRS 9, dont l'effet sera un reclassement dans un agrégat des états financiers de juste valeur par le résultat.
- En ce qui concerne les portefeuilles de titres, les parts d'OPCVM qui étaient classées en actifs disponibles à la vente sous IAS 39 et qualifiées d'instruments de dette ne respectant pas le « test SPPI » sous IFRS 9 devront être comptabilisées à la juste valeur par le résultat.
- Également, les investissements dans les instruments de capitaux propres de type actions ou dans des titres de dette ne respectant pas le critère du « prêt basique » devront être comptabilisés à la juste valeur par le résultat.
- Par exception, La Banque Postale pourra classer à la juste valeur par capitaux propres non recyclables certains titres de participation non consolidés.

Globalement, le Groupe s'attend à des impacts limités en terme de classement des actifs financiers.

Par ailleurs, un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'automatisation du test dit du « prêt basique » sur le périmètre des titres de dette cotés est en cours de spécification.

En ce qui concerne les passifs financiers, la norme impose désormais, pour les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat sur option, la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en capitaux propres non recyclables, sauf dans le cas où ce traitement créerait ou accroîtrait une non-concordance comptable. Comme le permet la norme IFRS 9, cette disposition a été appliquée par anticipation par le Groupe au 31 décembre 2016.

Dépréciation

La nouvelle méthodologie de provisionnement est désormais orientée vers un modèle de dépréciation pour risque de crédit lié à des pertes attendues et non plus seulement avérées.

La norme IFRS 9 définit un modèle de provisionnement qui s'applique à tous les actifs financiers présentant un risque de contrepartie (hors instruments de capitaux

propres) non réévalués à la juste valeur par résultat, ainsi que les engagements de financement et les engagements de garantie.

Les principes actuels de provisionnement appliqués par La Banque Postale conduisent à la comptabilisation de dépréciations d'actifs sur base individuelle et collective. Les provisions individuelles sont constatées au niveau d'un actif dès qu'il existe une indication objective de perte de valeur. Les provisions collectives sont des provisions statistiques. Elles visent à couvrir les indications objectives de perte de valeur, identifiées au niveau d'un portefeuille mais ne pouvant être allouées individuellement.

En application de la norme IFRS 9, de nouvelles dépréciations, correspondant aux pertes de crédit attendues à un an, seront constatées sur les encours dès leur entrée au bilan et au hors-bilan pour les engagements de financement, tant qu'ils ne présentent pas de dégradation significative du risque de crédit. Ces encours relèveront du « *Bucket 1* ».

Les encours pour lesquels une dégradation significative de la qualité de crédit aura été identifiée depuis leur date de première comptabilisation devront faire l'objet d'une dépréciation à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument. Ces encours relèveront du « *Bucket 2* ».

Les critères d'identification des actifs dépréciés (relevant du « *Bucket 3* ») seront analogues à ceux prévalant selon IAS 39.

Par ailleurs, les méthodologies développées dans le cadre d'IFRS 9 prendront en considération les événements passés tels que des historiques de pertes, les conditions actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique (notion de « *forward-looking* »).

La Banque Postale a entrepris dans le cadre du programme IFRS 9 de s'appuyer sur le dispositif existant de gestion des risques. Des travaux importants de développement informatique sont en cours, tant au niveau centralisé qu'au niveau des filiales en ce qui concerne la collecte des données, pour le calcul et la comptabilisation des dépréciations relevant du « *Bucket 1* » et du « *Bucket 2* ». Ces dépréciations seront calculées de manière centralisée pour l'ensemble du groupe, à l'exception de certaines filiales. Ces filiales respecteront la méthodologie de dépréciation définie par la direction centrale, afin que soit assurée la cohérence des méthodes dans l'ensemble du groupe LBP.

En ce qui concerne la mesure de la dégradation significative du risque de crédit, les travaux menés au sein du Groupe ont visé principalement à définir la frontière entre les *buckets* 1 et 2.

La composante « *forward-looking* » sera obtenue au travers d'une approche multi-scénarios modélisée. La dépréciation finale correspondra à la moyenne pondérée par la probabilité d'occurrence de chaque scénario.

Ce modèle de provisionnement, fondé sur les pertes de crédit attendues et s'appliquant désormais à tous les actifs financiers, présentera un impact limité dans les capitaux propres au moment du bilan d'ouverture et

une probable augmentation du coût du risque de crédit en cohérence avec l'évolution des encours.

Couverture

La norme IFRS 9 ne couvre que les opérations de micro-couverture. Elle étend les possibilités de stratégies de couverture, avec notamment davantage d'éléments éligibles à la comptabilité de couverture et un allègement des exigences relatives à l'efficacité d'une relation de couverture.

Concernant la macro-couverture, les dispositions de l'Union européenne relatives à la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt continueront à s'appliquer.

En attendant l'entrée en vigueur de la norme sur la macro-couverture, IFRS 9 offre la possibilité de différer l'application des nouvelles dispositions relatives à la comptabilité de couverture.

L'opportunité de maintenir les principes d'IAS 39 en ce qui concerne la comptabilité de couverture a été retenue par le Groupe.

Première application

Les dispositions d'IFRS 9 concernant le classement et l'évaluation, ainsi que la dépréciation devront être appliquées de manière rétrospective selon IAS 8.

La norme prévoit quelques dispositions simplificatrices concernant l'évaluation rétrospective de certains éléments.

Par ailleurs, IFRS 9 autorise une exemption de l'obligation (telle que définie par IFRS 7) de retraiter les informations comparatives.

Organisation du projet IFRS 9 au sein de la Banque Postale

Le projet de mise en œuvre de la norme IFRS 9 a porté initialement sur l'analyse de la norme et la réalisation d'un diagnostic visant à identifier les différents impacts et travaux à mener, pour les volets classement et provisionnement.

Une structure de projet permettant la conduite de changement, autant d'un point de vue opérationnel que dans les systèmes d'information, a été mise en place pour garantir les évolutions dans le calendrier d'application, soit le 1^{er} janvier 2018.

La Direction Financière pilote, en lien fort avec la Direction des risques groupe, le programme IFRS 9 pour l'ensemble du Groupe dans le cadre d'une gouvernance globale.

Autres normes

Les impacts attendus sur les comptes du Groupe de la norme IFRS 15 – *Revenu des contrats avec des clients*, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018, ne sont pas significatifs.

Les impacts de la norme IFRS 16 – *Contrats de locations* sont en cours d'analyse.

2.2

Bases d'évaluation et recours à des estimations

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La préparation des états financiers amène le Groupe à procéder aux meilleures estimations possibles et à retenir des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe, ainsi que les charges et produits du compte de résultat. Les montants effectifs se révélant ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les principaux éléments concernés sont :

- Le calcul des engagements envers le personnel
- L'estimation des provisions pour risques et charges, notamment la provision Épargne Logement
- Les hypothèses retenues pour les tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des instruments financiers non cotés sur des marchés organisés
- Les évaluations opérées par La Banque Postale au titre du risque de crédit
- Les hypothèses et estimations retenues pour la mesure de l'efficacité des couvertures mises en place

NOTE 3 INFORMATION SECTORIELLE

Les principes d'évaluation de l'information sectorielle et les secteurs présentés n'ont pas connu de changement depuis le 31 décembre 2016.

1 ^{er} semestre 2017 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté (a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 601	3 232	2 789	258	18	8				11 905
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	157	24	19	63	2 018	407	379		(3 067)	
Produits opérationnels	5 757	3 256	2 808	321	2 035	415	379		(3 067)	11 905
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	504	199	421	(7)	87		(87)	(355)		761
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	3	(1)			(4)					(1)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	507	198	421	(7)	84	1	(88)	(355)		761
Résultat financier								(81)		(81)
Impôt sur le résultat								(170)		(170)
Quote part de résultat des autres MEE		18	133	(1)		1				150
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										660
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(69)	(86)	(145)	(20)	(22)	(103)	(56)			(502)
Actifs sectoriels	2 838	4 999	232 476	717	181	3 415	8 882	(5 595)		247 913

1 ^{er} semestre 2016 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté (a)	Élimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	5 599	2 938	2 971	240	15	5	2			11 770
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	148	31	3	49	2 024	412	361		(3 027)	
Produits opérationnels	5 747	2 969	2 974	289	2 038	418	363		(3 027)	11 770
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	503	255	514		7	6	(68)	(360)		855
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	1	(1)			(3)	1				(3)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	504	254	514		4	6	(69)	(360)		852
Résultat financier								(92)		(92)
Impôt sur le résultat								(148)		(148)
Quote part de résultat des autres MEE		(1)	87	1		1				88
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										700
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(104)	(75)	(178)	(10)	(24)	(96)	(47)			(533)
Actifs sectoriels	2 699	4 161	224 915	696	192	3 669	8 498	(5 353)		239 476

2016 <i>(en millions d'euros)</i>	Services- Courrier- Colis	GeoPost	La Banque Postale	Numéri- que	Réseau La Poste	Immobi- lier	Supports et structures	Non affecté ^(a)	Elimina- tions	Total Groupe
Chiffre d'affaires & PNB Externe	11 050	6 105	5 598	491	37	11	3			23 294
Chiffre d'affaires & PNB Intersecteurs	304	61	4	118	4 096	833	731		(6 147)	
Produits opérationnels	11 354	6 166	5 602	609	4 133	843	734		(6 147)	23 294
Résultat d'exploitation avant quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	580	439	834	(6)	37	18	(176)	(745)		981
Résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	4	(1)			(9)	1				(6)
Résultat d'exploitation après quote-part de résultat net des sociétés sous contrôle conjoint	584	438	834	(6)	28	18	(176)	(745)		975
Résultat financier								(169)		(169)
Impôt sur le résultat								(104)		(104)
Quote part de résultat des autres MEE		(3)	191	1		2				191
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ										893
Amortissements, provisions et pertes de valeur nets	(339)	(186)	(297)	(32)	(48)	(212)	(80)			(1 194)
Actifs sectoriels	2 852	4 491	228 921	683	207	3 710	8 902	(5 580)		244 186

(a) Dont essentiellement la contribution à l'aménagement du territoire (y compris les coûts relatifs à la contrainte d'accessibilité), le résultat financier et l'impôt sur le résultat.

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 4 CHIFFRE D'AFFAIRES

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Chiffre d'affaires Services-Courrier-Colis	5 601	5 599	11 050
Correspondance et autres produits et services La Poste	3 372	3 419	6 583
Courrier publicitaire	537	568	1 155
Presse ^(a)	260	269	530
Produits et services des filiales (courrier national)	250	233	478
Courrier international	363	327	661
Colis	819	783	1 642
Chiffre d'affaires GeoPost	3 232	2 938	6 105
Zone France	739	678	1 408
Zone Étranger	2 492	2 261	4 697
Chiffre d'affaires Numérique	258	240	491
Chiffre d'affaires Réseau La Poste ^(b)	18	15	37
Chiffre d'affaires Immobilier & Supports ^(c)	8	7	14
TOTAL	9 116	8 799	17 696

(a) Le chiffre d'affaires « Presse » comprend la rémunération contractuelle versée par l'État en contrepartie de l'avantage tarifaire accordé aux organismes de presse ainsi que la rémunération des opérateurs de presse.

(b) Le chiffre d'affaires Réseau La Poste comprend les commissions perçues sur l'activité externe (hors Courrier, Colis et Services Financiers) réalisée aux guichets du réseau postal (ventes de cartes téléphoniques par exemple) et sur les ventes de produits divers.

(c) Le chiffre d'affaires Immobilier correspond aux locations immobilières consenties à des preneurs externes au Groupe.

NOTE 5 PRODUIT NET BANCAIRE

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Intérêts et produits assimilés	2 182	2 306	4 492
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	583	551	1 157
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	978	1 140	2 118
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, et opérations de couverture	621	615	1 217
Intérêts et charges assimilés	(879)	(766)	(1 661)
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires	(34)	3	(47)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	(690)	(655)	(1 361)
Intérêts sur dettes représentées par un titre et opérations de couverture	(155)	(114)	(252)
Produits de commissions	1 386	1 332	2 661
Charges de commissions	(138)	(139)	(286)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par le résultat	8	(57)	(12)
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	125	158	208
Marge des activités d'assurance	147	124	264
Produits et charges des autres activités	(41)	14	(68)
TOTAL	2 789	2 971	5 598

NOTE 6 ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

Les achats et autres charges se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Services extérieurs et sous-traitance générale	879	801	1 794
Achats	266	233	523
Sous-traitance transport	2 115	2 010	4 054
Prestations du courrier international	100	99	202
Locations	441	410	860
Entretiens et réparations	209	201	433
Frais de télécommunications	76	71	156
Déplacements, missions	92	90	183
Autres charges ^(a)	199	178	343
TOTAL	4 377	4 093	8 548

(a) Certaines cotisations, précédemment analysées comme des « Impôts et taxes », ont été reclassées en « Autres charges externes », pour 38 millions d'euros au premier semestre 2016.

NOTE 7 CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Les charges de personnel sont détaillées, ci-dessous, par nature de coût :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Salaires, traitements, primes et indemnités	4 519	4 456	8 868
Cotisations retraites	569	591	1 162
Autres charges sociales	916	929	1 790
Prestations d'actions sociales	113	105	210
Produit CICE	(196)	(169)	(338)
Variation des provisions postérieures à l'emploi	4	(138)	(129)
Variation des provisions sur risques sociaux et litige personnel		(74)	43
Variation des autres provisions sur le personnel	(129)	165	204
Impôts et taxes assis sur les rémunérations	405	405	782
TOTAL	6 201	6 270	12 593
Effectif moyen (en équivalent agent / année)	249 739	250 069	251 249

La ligne « **Cotisations retraites** » correspond aux cotisations versées dans le cadre des régimes d'avantages au personnel postérieurs à l'emploi à cotisations définies. Depuis la mise en place en 2006

du nouveau dispositif de financement des retraites des fonctionnaires de l'Etat rattachés à La Poste, cette ligne comprend notamment la contribution libératoire prévue par la loi.

NOTE 8 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels se composent des éléments suivants :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Impôts locaux	(98)	(98)	(151)
Autres impôts et taxes ^(a)	(68)	(70)	(79)
IMPÔTS ET TAXES	(166)	(168)	(230)
Pertes de valeur et mouvements nets de provisions sur actifs			
- écarts d'acquisition			(69)
- immobilisations	(2)	15	3
- actif circulant	(6)	(1)	(21)
Amortissements nets	(480)	(464)	(948)
Provisions pour risques et charges	58	1	22
Coût du risque des activités bancaires	(71)	(84)	(181)
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(502)	(533)	(1 194)
Production immobilisée	101	93	211
Redevances	(19)	(15)	(27)
Résultat réalisé suite à prise de contrôle ^(b)	(5)	63	63
Autres produits et charges opérationnels courants	34	22	50
AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPÉRATIONNELS	111	163	297

(a) Certaines cotisations, précédemment analysées comme des « Impôts et taxes », ont été reclassées en « Autres charges externes », pour 38 millions d'euros au premier semestre 2016.

(b) Effet principalement en 2016 de la réévaluation des titres Armadillo.

La production immobilisée concerne principalement des coûts de développement informatique comptabilisés en immobilisations incorporelles.

NOTE 9 RESULTAT FINANCIER

- 9.1 Coût de l'endettement financier net
- 9.2 Autres éléments financiers

9.1 Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
Charges d'intérêts sur opérations de financement ^(a)	(82)	(77)	(155)
Variation de la juste valeur des emprunts et des swaps liés à la dette ^(b)	4	(8)	4
Produits de trésorerie ^(c)	3	6	10
TOTAL	(75)	(79)	(141)

(a) Y compris intérêts et résultats de résiliation des instruments dérivés associés à la dette.

(b) Y compris couverture de juste valeur sur emprunts.

(c) Y compris variation de juste valeur sur actifs financiers de placement.

9.2 Autres éléments financiers

Les autres éléments du résultat financier comprennent essentiellement la charge d'actualisation des provisions pour avantages du personnel (8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017, 14 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016 et 27 millions d'euros pour l'année 2016).

NOTE 10 IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016	2016
(Charge) d'impôt courant	(113)	(185)	(161)
(Charge) / produit d'impôt différé	(57)	37	57
(CHARGE) / PRODUIT TOTAL D'IMPÔT	(170)	(148)	(104)

La rationalisation de la charge d'impôt s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2017	S1 2016
Résultat net part du Groupe	642	675
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(150)	(84)
Impôt sur le résultat	170	148
Part revenant aux minoritaires	18	24
Résultat consolidé avant impôt et mises en équivalence	680	764
taux d'IS	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique ^(a)	(234)	(263)
Limitation des impôts différés sur les éléments suivants :		
- provision Épargne Logement	13	47
- avantages du personnel	12	11
- autres	(9)	(4)
Réévaluation des titres suite à prise de contrôle	(2)	22
Déficits créés dans l'exercice et non utilisés	(10)	(5)
Différentiel de taux des filiales étrangères	19	16
CICE (produit non taxable)	65	58
Contribution sur revenus distribués	(9)	(9)
Autres différences permanentes (charges non déductibles)	(15)	(19)
Autres éléments		(2)
Retraitements de l'impôt	64	115
CHARGE D'IMPÔT RÉELLE	(170)	(148)

(a) y compris la contribution sociale de solidarité de 3,3%.

NOTES SUR LE BILAN

NOTE 11 ÉCARTS D'ACQUISITION (GOODWILL)

Détail de la valeur nette des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)		30/06/2017	31/12/2016
UGT	Secteur		
DPD Europe continentale	GeoPost	518	527
DPD France	GeoPost	334	334
GeoPost Espagne	GeoPost	312	305
Numérique ^(a)	Numérique	195	175
Armadillo Bizpak	GeoPost	149	157
DPD Pologne	GeoPost	128	123
GeoPost UK	GeoPost	123	127
La Banque Postale Prévoyance	La Banque Postale	94	94
Mediapost	Services-Courrier-Colis	64	57
Tigers	GeoPost	50	51
JadLog ^(b)	GeoPost	32	
Groupe Tocqueville	La Banque Postale	27	27
Biologistic	GeoPost	26	26
La Banque Postale Asset Management	La Banque Postale	22	22
WnDirect	GeoPost	22	23
Resto In	GeoPost	17	17
Stuart ^(b)	GeoPost	13	
DPD Laser Finance	GeoPost	12	12
Autres sociétés GeoPost	GeoPost	37	34
Autres sociétés Services-Courrier-Colis	Services-Courrier-Colis	8	7
TOTAL		2 184	2 119
Services-Courrier-Colis		72	64
GeoPost		1 773	1 737
La Banque Postale		143	143
Numérique		195	175

(a) Dont acquisition d'Ametix pour 15 millions d'euros (voir note 1.2).

(b) Voir note 1.2.

Évolution des écarts d'acquisition

(en millions d'euros)	S1 2017	2016
Solde en début de période	2 119	1 968
dont : Valeur brute	2 337	2 113
Dépréciation	(218)	(145)
Acquisitions ^(a)	86	256
Cessions ^(b)		(30)
Écarts de conversion ^(c)	(11)	(5)
Pertes de valeur ^(d)		(69)
Autres	(10)	
SOLDE EN FIN DE PÉRIODE	2 184	2 119
dont : Valeur brute	2 401	2 337
Dépréciation	(217)	(218)

(a) Dont principalement, au premier semestre 2017, Jadlog pour 35 millions d'euros, Ametix Group pour 15 millions d'euros, Stuart pour 13 millions d'euros, et des franchises Secur en Espagne et au Portugal pour 10 millions d'euros.

(b) Ciloger en 2016 pour 30 millions d'euros.

(c) Dont en 2017 Armadillo pour -8 millions d'euros et JadLog pour -3 millions d'euros, et en 2016 Armadillo pour 25 millions d'euros.

(d) Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au premier semestre 2017. En 2016, des dépréciations avaient été comptabilisées sur les goodwill de Morin Logistic, Orium, Resto In et Laser, pour un montant total de 69 millions d'euros.

NOTE 12 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	TOTAL
VALEURS BRUTES			
Solde au 31/12/2016	3 137	12 093	15 229
Acquisitions	159	320	479
Cessions	(23)	(171)	(194)
Variations de périmètre	6	22	29
Transferts	2	(6)	(5)
Ecarts de conversion		(9)	(9)
SOLDE AU 30/06/2017	3 280	12 249	15 529
AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR			
Solde au 31/12/2016	(2 221)	(6 431)	(8 652)
Amortissement de la période	(140)	(340)	(480)
Pertes de valeur		(11)	(11)
Reprises de perte de valeur		9	9
Reprises sur cessions	14	127	141
Variations de périmètre	(3)	(14)	(17)
Transferts	1	3	5
Ecarts de conversion		4	4
SOLDE AU 30/06/2017	(2 348)	(6 653)	(9 001)
VALEURS NETTES			
au 31/12/2016	916	5 661	6 577
AU 30/06/2017	932	5 596	6 528
DONT LOCATION FINANCEMENT			
AU 31/12/2016		129	
AU 30/06/2017		135	

NOTE 13 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	CNP Assurances	BRT	Pôle immobilier	Yurtici Kargo	AEW Europe	ASENDIA	Autres	Entreprises à situation nette négative ^(a)		
								La Poste Mobile	TOTAL	
Nature du contrôle	Entreprise associée	Entreprise associée	Entreprises associées ou contrôles	Entreprise associée	Entreprise associée	Contrôle conjoint		Contrôle conjoint	TOTAL	
Solde au 31/12/2016	3 169		28	23	51	56	99	3 426	(46)	(46)
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	131	19	2	(1)	2	3	(2)	153	(4)	(4)
Distributions de dividendes	(111)	(4)			(4)		(2)	(121)		
Variation nette de juste valeur sur instruments financiers et titres AFS	3						1	4		
Variations de périmètre		457					(7)	450		
Augmentations de capital									20	20
Autres variations			(1)			(1)		(2)		
Ecarts de conversion	(29)			(2)			(3)	(33)		
SOLDE AU 30/06/2017	3 164	471	29	20	49	58	85	3 877	(29)	(29)

(a) Comptabilisé en « Autres provisions pour risques et charges » (voir note 16.2).

NOTE 14 AUTRES ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Titres de participations non consolidés nets ^(a)		324		219
Instruments financiers dérivés	49	139	58	185
Actifs financiers de placement de la trésorerie	620		470	
Autres actifs financiers nets	83	76	81	76
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	753	539	609	480
Stocks de matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements	95		84	
Stocks de produits finis et intermédiaires et encours	12		12	
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	107		97	
Créances clients et comptes rattachés nets	2 067		2 167	
Créances sur opérations du courrier international	548		578	
Créances de CICE ^(b)	246		592	
Autres créances	569		550	
TOTAL CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	3 430		3 886	
Équivalents de trésorerie	2 118		1 901	
Caisse et disponibilités	376		252	
TOTAL TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 494		2 152	

(a) La hausse enregistrée par rapport au 31 décembre 2016 provient pour l'essentiel de l'acquisition des titres d'Asten Santé, qui seront consolidés au second semestre 2017 (voir note 1.2).

(b) Deux créances de CICE ont fait l'objet d'une cession au cours du premier semestre 2017, pour un montant total de 533 millions d'euros.

Actifs financiers de placement de la trésorerie

Ce sont des actifs acquis dans le cadre de la gestion de trésorerie :

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Titres obligataires		100
Comptes à terme débloqués à plus de 3 mois	400	370
OPCVM	80	
Titres de créances négociables (échéances de 3 à 12 mois)	140	
TOTAL	620	470

Instruments financiers dérivés

La ligne « Instruments financiers dérivés » correspond pour l'essentiel, à des instruments contractés dans le cadre de la gestion des risques de taux et de change de l'endettement. Ils sont donc à mettre en regard des postes « Emprunts obligataires et autres dettes financières ». Un détail des instruments dérivés liés à la dette obligataire figure en note 17.3.

NOTE 15 ACTIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Prêts et créances sur la clientèle à vue	1 920	1 504
Prêts et créances sur la clientèle à terme	75 216	73 110
<i>dont crédits à l'habitat (y compris créances douteuses)</i>	<i>57 800</i>	<i>55 948</i>
Opérations de location financement	2 101	2 040
Titres assimilés aux prêts et créances avec la clientèle	2 169	2 131
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	81 406	78 784
Comptes et prêts sur établissements de crédit à vue	12 248	10 199
Comptes et prêts sur établissements de crédit à terme	73 602	73 659
Titres assimilés aux prêts et créances sur établissement de crédit	656	603
TOTAL CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	86 506	84 461
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	21 463	22 271
<i>dont effets publics et assimilés</i>	<i>19 115</i>	<i>19 885</i>
Actifs financiers disponibles à la vente	18 562	18 760
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 811	13 630
<i>dont actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>	<i>12 324</i>	<i>11 798</i>
<i>dont instruments dérivés</i>	<i>1 488</i>	<i>1 832</i>
Ecart de réévaluation sur portefeuilles couverts (couverture de juste valeur)	96	138
TOTAL PORTEFEUILLE DE TITRES	53 932	54 799
AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	1 389	1 716
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF	1 678	1 497
Banques centrales	1 632	1 918
Caisse et autres	900	814
TOTAL CAISSE, BANQUE CENTRALE	2 532	2 732

NOTE 16 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- 16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance
16.2 Autres provisions pour risques et charges

16.1 Provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance

Les provisions spécifiques aux activités bancaires et d'assurance, classées dans les provisions pour risques et charges courantes, ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2017 :

(en millions d'euros)	Risque épargne logement	Provisions techniques d'assurance	TOTAL
Solde au 31/12/2016	362	2 231	2 593
Dotations de la période		94	94
Reprises de la période	(52)	(15)	(67)
Autres mouvements		(5)	(5)
SOLDE AU 30/06/2017	310	2 306	2 616

16.2 Autres provisions pour risques et charges

Les autres provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours du 1^{er} semestre 2017 :

(en millions d'euros)	Litiges sociaux	Autres litiges	Autres	TOTAL
Provisions non courantes	161	16	152	328
Provisions courantes	84	161	322	567
Solde au 31/12/2016	245	177	473	895
Dotations de la période	17	18	15	49
Reprises pour utilisation	(13)	(4)	(21)	(37)
Reprises de provisions devenues sans objet	(5)	(38)	(25)	(68)
Autres mouvements		(1)	(16)	(17)
Provisions non courantes	174	15	120	309
Provisions courantes	70	137	306	513
SOLDE AU 30/06/2017	244	152	426	822

Les autres provisions comprennent notamment au 30 juin 2017 :

- les coûts liés au regroupement des sièges du Groupe pour 10 millions d'euros ;
- une provision de 144 millions d'euros au titre de l'amende prononcée par l'Autorité de la Concurrence contre deux sociétés du Groupe ;
- une provision correspondant à la situation nette négative des sociétés mises en équivalence pour 29 millions d'euros, contre 46 millions d'euros au 31 décembre 2016 (voir note 13) ;
- divers risques liés à l'activité opérationnelle du Groupe.

NOTE 17 EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIÈRES

- 17.1 Détail des dettes financières
- 17.2 Emprunts obligataires
- 17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

17.1 Détail des dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Court terme	Moyen et long terme	Court terme	Moyen et long terme
Dettes financières au coût amorti	482	4 120	490	4 103
Emprunts obligataires	160	3 960	160	3 959
Location-financement	11	105	15	92
Bons La Poste	57		57	
Billets de trésorerie	50			
Concours bancaires courants	34		7	
Dépôts et cautionnements reçus	152	26	231	27
Autres dettes au coût amorti	18	30	19	26
Emprunts obligataires en juste valeur sur option	957	712	452	1 257
Emprunts couverts		437		473
Emprunts obligataires				
Dette subordonnée		437		473
Instruments dérivés passifs liés à la dette obligataire	5	40	8	4
Autres dérivés				
Intérêts courus non échus sur emprunts	145		113	
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme (non courant)		5 309		5 836
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme (courant)	1 588		1 064	
TOTAL COURANT ET NON COURANT	6 897		6 900	

17.2 Emprunts obligataires

Les emprunts obligataires et les titres subordonnés, hors intérêts non échus, a évolué de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Emprunts au coût amorti	Emprunts en juste valeur	Dette subordonnée couverte	Total
Solde au 31/12/2016	4 119	1 709	473	6 301
Nouveaux emprunts				
Remboursements				
Prime et frais d'émission				
Variation du risque de crédit		3		3
Autres variations		(44)	(36)	(80)
SOLDE AU 30/06/2017	4 120	1 668	437	6 224

17.3 Instruments dérivés liés à la dette obligataire

(en millions d'euros)	Juste valeur au 30/06/2017		Juste valeur au 31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés de transaction à la juste valeur par résultat				
Dérivés de taux receveur fixe / payeur variable	186		242	
Dérivés de taux receveur variable / payeur fixe		5		8
TOTAL	186	5	242	8
Dérivés de couverture				
Couverture de juste valeur				
Couverture de flux de trésorerie		40		3
TOTAL DÉRIVÉS LIÉS À LA DETTE	186	45	242	11
Autres				
Swaps de change	2			
Instruments dérivés sur fonds dédiés				
TOTAL DÉRIVÉS HORS ACTIVITES BANCAIRES	188	45	242	11
Réserves restant à amortir sur dérivés de couverture interrompus				
Dérivés de couverture de flux de trésorerie		3		4

NOTE 18 DETTE NETTE DU GROUPE

- 18.1 Situation de la dette nette du Groupe
- 18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

18.1 Situation de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Note	30/06/2017	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie (poste du bilan)	14	2 494	2 152
Dérivés actifs associés à la dette	14	188	243
Titres de placement à échéance supérieure à 3 mois à l'origine et OPCVM	14	620	470
Dépôts de garantie versés liés aux instruments dérivés, inscrits à l'actif			
Créance (dette) financière nette envers La Banque Postale		(231)	316
Trésorerie et autres éléments d'actifs (1)		3 071	3 180
Emprunts obligataires et dettes financières à moyen et long terme	17	5 309	5 836
Emprunts obligataires et dettes financières à court terme	17	1 588	1 064
Dette brute (2)		6 897	6 900
DETTE NETTE (2)-(1)		3 826	3 719
Augmentation (Diminution) de la dette nette au 30 juin 2017		106	

Bien que la dette nette du Groupe contribue à financer la totalité du groupe, notamment l'activité bancaire au travers des apports en fonds propres ou de la souscription de titres subordonnés, le calcul de la dette nette ne prend pas en compte les actifs et passifs financiers de La Banque Postale, ceux-ci ayant une nature d'exploitation au regard de l'activité bancaire.

18.2 Évolution de la dette nette du Groupe

(en millions d'euros)	Renvois	S1 2017	S1 2016
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	TFT ^(a)	1 161	662
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	TFT	(1 132)	(300)
Neutralisation de la variation des actifs financiers de gestion de trésorerie	TFT	150	(171)
Flux de trésorerie des activités d'investissement hors acquisitions et cessions d'actifs financiers de gestion de la trésorerie ^(b)		(982)	(471)
Augmentation de capital	TFT		
Dividendes versés aux actionnaires de La Poste		(171)	(171)
Rachat d'intérêts minoritaires	TFT	(12)	(7)
Charge nette d'intérêts financiers		(79)	(72)
Variation de juste valeur des instruments financiers		6	(7)
Incidence des variations de périmètre sur la dette brute		(7)	5
Augmentation des dettes de location financement		(20)	(6)
Primes et frais d'émission			
Autres éléments ^(c)		(2)	(13)
Flux de trésorerie et variation de dette provenant des activités de financement		(285)	(270)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER		(106)	(80)
Dette nette à l'ouverture		(3 719)	(3 657)
Dette nette à la clôture		(3 826)	(3 737)

(a) Les notes « TFT » renvoient à la colonne « Hors banque » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

(b) Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se distinguent du TFT par l'exclusion de la « variation des actifs financiers liés à la gestion de la trésorerie », actifs venant en diminution du calcul de la dette nette.

(c) La ligne « Autres éléments » comprend notamment l'incidence de la variation des devises sur la dette nette, les dividendes versés aux intérêts minoritaires et l'incidence des filiales destinées à être cédées.

NOTE 19 AVANTAGES DU PERSONNEL

(en millions d'euros)	31/12/2016		Augmenta- tion	Diminution pour utilisation	Coût financier net	Autres variations	30/06/2017	
	Courant	Non courant					Courant	Non courant
Avantages postérieurs à l'emploi des fonctionnaires de La Poste	10	284	2	(5)	2	(22)	10	261
Indemnités de départ à la retraite du personnel contractuel du Groupe	12	373	16	(6)	3	(19)	12	368
Régime de retraite du personnel des filiales étrangères		74	2	(5)	1	(2)		70
Avantages postérieurs à l'emploi	22	732	20	(16)	6	(43)	22	699
Dispositifs d'aménagement de fin de carrière	462	1 183	90	(212)	2		436	1 090
Indemnités de rupture	101	30					101	30
Congés longue maladie / longue durée	59	41	2				60	42
Compte Epargne temps	128	115		(10)			124	110
Autres avantages à long terme	1	16	2				5	14
Autres avantages du personnel	290	203	3	(10)			290	196
TOTAL	774	2 118	113	(238)	8	(43)	747	1 985

NOTE 20 PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit à vue	637	698
Dettes envers les établissements de crédit à terme	16 460	18 305
<i>dont titres donnés en pension livrée</i>	14 844	15 653
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	17 097	19 003
Comptes d'épargne à régime spécial	114 318	113 266
<i>dont Livret A</i>	60 188	59 575
<i>dont PEL et CEL</i>	32 158	31 947
<i>dont LEP</i>	7 555	7 759
Dettes envers la clientèle	67 712	62 403
<i>dont comptes ordinaires créditeurs clientèle</i>	61 294	58 740
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	182 030	175 669
Dettes représentées par un titre	13 516	13 463
<i>dont certificats de dépôt</i>	4 728	6 149
Dépôts de garantie reçus	1 113	1 277
Instruments dérivés de couverture	606	914
Autres	1 802	2 131
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS BANCAIRES	17 036	17 785
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	2 347	2 203

NOTE 21 DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 640	1 813
Dettes fiscales et sociales	1 705	1 746
Dettes fournisseurs d'immobilisations	226	261
Dettes sur opérations du courrier international	467	536
Avances et acomptes clients	167	164
Autres dettes d'exploitation	202	173
TOTAL	4 407	4 693

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 22 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

- 22.1 Impacts des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres
- 22.2 Juste valeur des instruments financiers
- 22.3 Hiérarchie des évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan
- 22.4 Exposition aux risques souverains

22.1 Impact des instruments financiers des activités bancaires sur le résultat et les capitaux propres

S1 2017	Produits/ (charges) d'intérêts	Variations de juste valeur		Dépréciation	Décomptabilisation et dividendes	Gain/ (perte) net
		Juste valeur en résultat	Juste valeur en capitaux propres			
<i>(en millions d'euros)</i>						
Prêts, créances et dettes	754			(71)		683
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	358					358
Actifs disponibles à la vente	84		(59)		125	150
Instruments financiers à la juste valeur par résultat		11				11
Opérations de couverture	106	(3)	(42)			61
TOTAL	1 302	8	(101)	(71)	125	1 202

22.2 Juste valeur des instruments financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	
	Valeur au bilan	Juste valeur
ACTIFS		
Actifs bancaires		
Prêts et créances sur la clientèle	81 406	84 186
Prêts et créances sur les établissements de crédit	86 506	86 566
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	21 463	23 668
PASSIFS		
Passifs bancaires		
Dettes envers les établissements de crédit	17 097	17 129
Dettes envers la clientèle	182 030	182 042
Dettes représentées par un titre	10 413	10 416
Dettes subordonnées	3 103	3 357
Passifs non bancaires		
Emprunts obligataires au coût amorti	4 120	4 724

22.3 Hiérarchie des justes valeurs comptabilisées au bilan

Les méthodes utilisées pour l'évaluation des justes valeurs n'ont pas évolué depuis le 31 décembre 2016.

(en millions d'euros)	30/06/2017		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Effets publics et valeurs assimilées	1 870		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 913	8 586	
Actions et autres titres à revenu variable	54		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3 837	8 586	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		420	
Instrument dérivé de cours de change		52	
Instrument dérivé sur actions et indices		4	
Dérivés de transaction		477	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		1 242	
Instrument dérivé de couverture de juste valeur		1 242	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		7	
Instrument dérivé de couverture de flux de trésorerie		7	
Effets publics et valeurs assimilées	6 637	338	
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 155	197	
Actions et autres titres à revenu variable	745	227	262
Titres de participation non consolidés			139
Actifs financiers disponibles à la vente	17 537	762	401
ACTIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Autres actifs financiers non courants		353	185
Créances clients et autres créances		3 430	
Autres actifs financiers courants		1 389	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 373	1 122	
PASSIFS DES ACTIVITÉS BANCAIRES			
Dettes représentées par un titre		5	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		5	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		416	
Instrument dérivé de cours de change		55	
Autres instruments dérivés		22	
Instrument dérivé de crédit		8	
Instrument dérivé sur actions et indices		5	
Instrument dérivé de transaction		507	
Instrument dérivé de taux d'intérêts		591	
Instrument dérivé de cours de change		15	
Instrument dérivé de couverture		606	
PASSIFS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES			
Emprunts obligataires et dettes financières		6 897	
Dettes fournisseurs et autres dettes		4 407	

ACTIF

Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 : 339 millions d'euros (3 titres à revenus fixes dont les prix ne sont plus représentatifs d'un prix coté sur le marché actif).

Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 : 24 millions d'euros (2 titres à revenu fixe dont les transactions répondent désormais aux conditions de volume et de fréquence).

JUSTES VALEURS DE NIVEAU 3 : RAPPROCHEMENT DES SOLDES D'OUVERTURE ET DE CLOTURE (ACTIVITÉS BANCAIRES)

(en millions d'euros)	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par résultat sur option	Dérivés de transaction	Dérivés de couverture	Actifs disponibles à la vente	TOTAL
Ouverture					371	371
Gains et pertes enregistrés en résultat						
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					1	1
Achats					38	38
Ventes					(6)	(6)
Autres mouvements					(1)	(1)
CLÔTURE					401	401

22.4 Exposition aux risques souverains

(en millions d'euros)	Portefeuille bancaire	Actifs à la juste valeur par résultat	Dérivés	Total expositions directes ^(a)	Prises en pension	Hors bilan	Total expositions directes et indirectes ^(b)	Exposition en %
Grèce								
Irlande								
Italie	386	749		1 136	227		1 362	4,5%
Portugal								
Espagne	7	985		992	485		1 477	4,9%
TOTAL GIPEs	393	1 734		2 128	711		2 839	9,4%
Allemagne	4 185			4 185	2		4 187	13,9%
Autriche	15			15			15	0,1%
Belgique	2 167			2 167			2 167	7,2%
France	18 040	104		18 145	5		18 150	60,1%
Luxembourg	331			331			331	1,1%
Pays Bas	1 205			1 205			1 205	4,0%
Pologne	22			22	25		48	0,2%
Slovénie	7			7			7	0,0%
Suisse	25			25			25	0,1%
Supra-national								
TOTAL EUROPE	25 998	104		26 103	32		26 135	86,5%
Reste du monde	1 058	31		1 089	159		1 249	4,1%
TOTAL	27 450	1 870		29 320	903		30 223	100%

(a) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(b) Exposition directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Les gains et pertes latents sont de 8 millions d'euros. Les titres sont classés en niveau 1. Aucune dépréciation n'est constatée sur le stock au 30 juin 2017.

EXPOSITIONS NON SOUVERAINES DE CERTAINS PAYS DE L'UNION EUROPEENNES

Les principales expositions non souveraines des pays suivants : Grèce, Irlande, Italie, Portugal et Espagne, de la Banque Postale et ses filiales représentent un montant total de 2 614 millions d'euros (contre 2 275 millions d'euros au 31 décembre 2016). Elles se

répartissent principalement entre les catégories bancaire pour 2 079 millions d'euros et *corporate* pour 517 millions d'euros (contre respectivement 1 821 millions d'euros et 431 millions d'euros au 31 décembre 2016).

NOTE 23 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Aucune évolution significative dans la nature des transactions avec les parties liées n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2016 (voir note 35 des états financiers consolidés au 31 décembre 2016).

NOTE 24 ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune évolution significative des engagements hors bilan et des passifs éventuels n'est intervenue depuis la clôture de l'exercice 2016 (voir note 37 des états financiers consolidés au 31 décembre 2016).

NOTE 25 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE 2017**

PricewaterhouseCoopers Audit

63 rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine
France

KPMG Audit

Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle
(Période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017)**

Aux Actionnaires

LA POSTE SA

9 rue du Colonel Pierre Avia
75015 Paris

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LA POSTE, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 1^{er} août 2017

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Eric Bertier
Associé

Jacques Lévi
Associé

Eric Amato
Associé

Marie-Christine Jolys
Associée



LE GROUPE LA POSTE

DIRECTION FINANCIERE

9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA - 75757 PARIS CEDEX 15

Tél. : +33 (0)1 55 44 00 00

www.legroupe.laposte.fr